

LE DEVOIR

VOL. XC - N° 73

MONTRÉAL, LE MARDI 6 AVRIL 1999

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

De Bruxelles à Québec... via Nouméa

Sans être souverains, les Flamands, les Wallons, les Néo-Calédoniens et les Polynésiens s'expriment dans des forums internationaux. Et tout cela se fait dans la coopération et la bonne humeur. On croit rêver!

Il y a deux semaines, alors que Lucien Bouchard était de passage à Barcelone, le téléphone s'est soudain mis à sonner dans le bureau parisien de Philippe Cantraine. Les appels en catastrophe venaient d'Ottawa, puis de Québec. Pourquoi ce soudain intérêt pour le représentant de la communauté française de Belgique au sein de la délégation belge à l'UNESCO? Tout simplement parce que Lucien Bouchard venait de réclamer du gouvernement fédéral le traitement que réserve la Belgique à ses communautés flamande (néerlandaise), wallonne (française) et allemande dans les organisations internationales.

La Belgique n'est pas la seule à accorder à ses communautés le droit de s'exprimer dans des organismes internationaux. Même un pays aussi jacobin que la France permet à ses territoires outre-mer de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie d'avoir un siège propre au sein de la Conférence du Pacifique Sud.

Mais, c'est le cas belge qui fait aujourd'hui rêver les stratèges péquistes. Depuis trois ans, les communautés wallonne et flamande sont représentées officiellement au sein de la délégation belge à l'UNESCO. Elles y jouent un rôle plus important que l'ambassadeur nommé par le gouvernement fédéral. Dès qu'il est question de contenu, explique Philippe Cantraine, ce sont les représentants flamand ou wallon qui s'expriment. Ceux-ci s'entendent facilement pour intervenir dans le même sens. Les 60 000 membres de la communauté allemande de Belgique jouissent de la même prérogative, même s'ils ne s'en prévalent pas, faute de moyens.

On croit rêver lorsque Philippe Cantraine explique que l'ambassadeur fédéral accepte de bonne grâce de jouer un rôle subordonné, sans le traditionnel bras de fer canadien. Les représentants des communautés belges sont aussi présents chaque fois qu'une question les concerne à l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), à l'Union européenne, au Conseil de l'Europe et à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Ils ne sont pas à l'ONU, «bien que ce ne soit pas impensable», dit Cantraine. «Le but n'est pas d'être partout et de jouer à la diplomatie internationale.»

Mais le Canada n'est pas la Belgique, soulignait récemment l'ambassadeur canadien à Paris. La Belgique reconnaît à ses trois communautés le droit d'agir à l'étranger dans tous les domaines de leur compétence. Ce qui inclut, entre autres, l'éducation, la culture, l'audiovisuel et la radiodiffusion. La Belgique, comme le Canada, n'a pas de ministre de l'Éducation. Mais, elle n'a pas non plus de ministre de la Culture, alors que le Canada en dissimule un sous l'appellation surréaliste de «ministère du Patrimoine». Contrairement à ce qui prévaut au Canada, les compétences belges sont exclusives. Impossible d'imaginer une controverse comme celle des bourses du millénaire. De même, le gouvernement belge a-t-il transféré à la communauté wallonne tout ce qui concerne la Francophonie.

Il n'y a pas que la Belgique pour faire rêver le ministre québécois des Relations internationales, Louise Beaudoin. Même un pays aussi centralisé que la France laisse ses territoires de Polynésie et de Nouvelle-Calédonie siéger à la Conférence du Pacifique Sud (CPS) aux côtés de pays souverains comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis. Le siège de cet organisme est d'ailleurs à Nouméa, capitale de la Nouvelle-Calédonie. Les mêmes territoires pourraient bientôt devenir observateurs au Forum du Pacifique sud. Il s'agit de «favoriser l'intégration régionale de ces territoires», dit un porte-parole du Quai d'Orsay. Le futur gouvernement calédonien aura d'ailleurs le droit de nouer ses propres relations internationales.

En pratique, ces décisions ont peu à voir avec les enjeux internationaux. On n'imagine pas les Wallons faisant l'éloge de Milosevic, ni le Québec encourageant la prolifération des mines antipersonnel. Plus que la mécanique constitutionnelle, c'est l'évolution de chaque région qui explique les différences d'attitude, estime Philippe Cantraine qui a été en poste à Québec de 1983 à 1988. Il rappelle que la Belgique est un pays autrefois unitaire engagé depuis 20 ans dans un processus de décentralisation. Malgré des frictions, les communautés sont finalement parvenues à renouveler le pacte qui les unit. À la suite de longues négociations, la distribution des compétences au sein de la fédération a été revue et la Constitution entièrement remaniée. Contrairement aux Québécois, les Belges ne vivent pas dans le quiproquo constitutionnel. Pas plus que les Néo-Calédoniens d'ailleurs. Bien qu'à une tout autre échelle, la France ait aussi connu une certaine décentralisation. Les accords signés avec la Nouvelle-Calédonie par l'ancien premier ministre Michel Rocard prévoient le transfert de nombreuses compétences.

Quant au Canada, il semble suivre un chemin inverse, conclut Philippe Cantraine: «C'est un pays déjà très décentralisé... qui cherche son unité.»

crioux@csi.com

MÉTÉO

Montréal
Ensoleillé. 70% de probabilité d'averses en soirée.
Max: 14 Min: 2

Québec
Ensoleillé.
Max: 11 Min: 3

Détails, page B 4

INDEX

Annonces B 3 Idées A 9
Avis publics..... B 4 Le monde A 6
Culture B 8 Les sports B 6
Économie B 2 Mots croisés... B 4
Éditorial A 8 Planète B 5
Entrevue B 1 Télévision B 7

www.ledevoir.com

IDÉES

Chantal Hébert:
De La Manic à L'Erreur boréale, page A 9



LE MONDE

Affaire Lockerbie: un succès
bienvenu pour Annan et l'ONU, page A 6



L'ENTREVUE

Philippe Breton,
l'anti-manipulateur, page B 1

5000 réfugiés kosovars attendus au Canada d'ici au week-end

LOUISE LEDUC
LE DEVOIR

Les premiers des 5000 réfugiés kosovars attendus au pays pourront arriver d'ici à la fin de la semaine et seront installés dans quatre bases militaires ontariennes de Borden, Meaford, Petawawa et Trenton. Ceux qui seront laissés derrière, dans les camps de fortune aménagés en Macédoine ou en Albanie, devront s'en remettre à l'aide humanitaire internationale, dont la Croix-Rouge internationale, qui espère récolter 100 millions.

À l'instar des États-Unis, de la Turquie et de l'Allemagne, notamment, le Canada a donc répondu à l'appel à l'aide du Haut commissariat aux Nations unies pour les réfugiés (HCR), chacun de ces pays spécifiant cependant que son ouverture était de nature tout à fait exceptionnelle et temporaire. À l'inverse, la France et l'Italie préfèrent donner la priorité à l'aide humanitaire sur place, histoire de ne pas entériner de quelque manière que ce soit la politique de déportation de masse téléguidée par Belgrade.

En point de presse hier, le ministre canadien de la Défense, Art Eggleton, a expliqué que les réfugiés seraient

accueillis ici grâce à un «permis ministériel» et a dit espérer qu'ils puissent rentrer au Kosovo «dans un délai de trois à six mois». L'idée n'est pas d'offrir un asile permanent aux réfugiés, mais de répondre à leurs besoins les plus pressants.

«À l'heure actuelle, la priorité est de les sortir de la boue et du froid», a souligné le ministre Eggleton, qui a cependant admis que rien n'empêchera ces gens, une fois arrivés au pays, de formuler une demande officielle d'asile.

VOIR PAGE A 10: RÉFUGIÉS

L'OTAN ira jusqu'au bout, dit Clinton

D'APRÈS AP, AFP ET LIBÉRATION

Alors que l'OTAN profite depuis dimanche soir d'une amélioration de la météo pour multiplier ses bombardements sur la Serbie et que l'aide humanitaire aux plus de 350 000 réfugiés du Kosovo commence à s'organiser, Bill Clinton réaffirmerait hier sa détermination à venir en aide aux Kosovars et à poursuivre les frappes de l'Alliance atlantique. Le Pentagone a de son côté fait état d'images satellites apportant la preuve d'«atrocités» commises par les Serbes.

Le président américain, qui s'exprimait devant des dirigeants d'associations caritatives et des responsables fédéraux à la Maison-Blanche, a souligné que «nous persisterons jusqu'à ce que nous l'emportions».

La purification ethnique en Yougoslavie commande d'agir, a fait valoir le chef de l'État américain. «Je préfère de loin être ici à répondre aux questions» sur le bien-fondé de l'opération de l'Alliance atlantique et son efficacité que de «vous entendre me demander pourquoi nous laissons se dérouler un massacre systématique», a-t-il expliqué.

«Nous savons que nous sommes confrontés à un dictateur qui a montré maintes et maintes fois qu'il préférerait régner sur des ruines plutôt que pas du tout», a-t-il ajouté en faisant allusion au président yougoslave Slobodan Milosevic.

Concernant la poursuite des opérations, le secrétaire américain à la Défense William Cohen a redit qu'un éventuel envoi de troupes au sol «prendrait des semaines sinon des mois», tandis que le conseiller du président Clinton pour les Affaires de sécurité, Samuel Berger, estimait qu'il serait «contraire aux intérêts nationaux américains».

Le porte-parole de l'OTAN a quant à lui rappelé les objectifs de l'Alliance: «un Kosovo multiethnique, démocratique, le retrait des forces de sécurité et la fin de la répression».

VOIR PAGE A 10: CLINTON



REUTERS



Aux frontières du Kosovo, les réfugiés continuaient hier à affluer par milliers, apportant de nouveaux récits d'atrocités commises par les forces serbes pour forcer femmes, enfants et vieillards à partir, tandis que des hommes étaient, selon certains récits, exécutés ou utilisés en boucliers humains. Les structures d'aide étaient «pleinement opérationnelles» dans les principaux lieux d'accueil. Le HCR dénombrait dimanche matin 226 000 réfugiés en Albanie, 120 000 en Macédoine, 36 000 au Monténégro et 5000 en Turquie, soit près de 390 000 personnes au total. L'OTAN parle d'un total de 360 000 réfugiés. Des ponts aériens se sont mis en place pour acheminer vers l'Albanie et la Macédoine, puis vers les zones frontalières, des centaines de tonnes d'aide alimentaire et de matériel.

Terre-Neuve

La longue marche de la «nation secrète»

Entre fierté et désespoir, une nouvelle identité émerge du «Rocher»

MARIO CLOUTIER
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Entre les bombes du Kosovo et la forêt boréale québécoise, le 50^e anniversaire de l'entrée de Terre-Neuve dans la Confédération canadienne est pratiquement passé inaperçu mercredi dernier. Les célébrations ont bel et bien eu lieu cependant. Une musique métissée coulait à flot à Saint John's, démontrant l'extraordinaire vitalité de la scène culturelle terre-neuvienne, et le premier ministre Bouchard, seul chef provincial sur place, aurait même reçu une ovation des spectateurs lors de ce gala anniversaire.

Plus tard, les rues désertes de la capitale ont fait dire à plus d'un observateur que, plus qu'une fête du souvenir, le spectacle renvoyait davantage à l'expression d'espoirs et d'aspirations de ceux et celles qui forment une «nation secrète» — l'expression est du chanteur Ron Hynes — depuis 50 ans. La province la plus homogène du Canada, faut-il le rappeler, était un État indépendant de la Grande-Bretagne dans les années 20, mais les lendemains socio-économiques difficiles du référendum de 1949 ont re-

VOIR PAGE A 10: TERRE-NEUVE

Paul David (1919-1999)

Un bâtisseur s'éteint

PAUL CAUCHON
LE DEVOIR

Avec la disparition du docteur et sénateur Paul David hier à l'âge de 79 ans, le Québec et le Canada perdent un grand pionnier de la médecine et un véritable bâtisseur.

Le Dr David, qui avait été victime d'une hémorragie cérébrale le 30 mars dernier, a bouclé la boucle en obtenant les derniers soins à l'Institut de cardiologie de Montréal, l'institution qu'il avait fondée en 1954 et qui a fait de Montréal un centre de soins et de recherche en cardiologie reconnu dans le monde entier.

«C'était un homme très droit et très honnête», expliquait hier au Devoir le Dr Martial Bourassa, qui a travaillé longtemps avec lui. «Sa plus grande réalisation est d'avoir fondé l'Institut, d'y avoir promu sans relâche l'enseignement et la recherche.»

Après une brillante carrière médicale le Dr David avait été nommé sénateur en 1985 par Brian Mulroney, poursuivant ainsi une prestigieuse tradition familiale puisque son père, Athanase David, et son grand-père avaient également été nommés sénateurs en leur temps, après avoir été députés provinciaux.

VOIR PAGE A 10: DAVID

Grèves et lock-out: le Canada mène le G7

À lire, page A 3





Un habitacle digne des grandes berlines

CHRYSLER NEON 2000

Même si elle est la petite dernière de la famille Chrysler, la nouvelle

Neon 2000 se comporte comme une grande berline. Mais rien d'étonnant puisque les ingénieurs Chrysler lui ont donné les mêmes atouts qui font la renommée des berlines Chrysler : habitacle luxueux, espace intérieur généreux, moteur fougueux, performance enivrante. Et ce n'est pas tout. Avec une liste de caractéristiques de série qu'on ne s'attend pas à trouver dans cette catégorie, la nouvelle Chrysler Neon 2000 est possiblement la plus grande des petites berlines.

ÉQUIPEMENT DE SÉRIE:

- Climatisation • Moteur de 2 L à 16 soupapes et 132 chevaux
- Suspension indépendante aux quatre roues • Volant inclinable
- Insonorisation supérieure • Deux sacs gonflables de nouvelle génération • Poutres latérales de protection • Radiocassette stéréo à 6 haut-parleurs • Dossier arrière rabattable 60/40 • Console centrale avec rangement pour CD • 13 espaces de rangement • 4 porte-gobelets
- Protection 5 ans / 100 000 km sur le groupe motopropulseur

CHRYSLER NEON 2000



le génie exprimé avec passion

CHRYSLER PRÉSENTE LA PLUS PETITE DE SES GRANDES BERLINES.



• LES ACTUALITÉS •

Distribution alimentaire chez Jeunesse au soleil

Lundi pascal ensoleillé pour les personnes âgées

Le fléau le plus important chez la clientèle des 60 ans et plus est la solitude...

Jeunesse au soleil tend la main aux moins jeunes, et aide plusieurs centaines de personnes âgées par année sous différentes formes. Hier, pour clore le congé pascal, on y distribuait paniers de provisions et lapins en peluche.

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
LE DEVOIR

Les fêtes de Pâques furent joyeuses pour cette frêle mais souriante dame cette année, passée en partie en compagnie de ses enfants et petits-enfants, partiellement à battre le bridge avec des amis. Au menu: soleil, frites, jambon, pâtés et chocolat. Agée de 69 ans, Jeanne vit modestement, dans un petit appartement de l'est de Montréal, reçoit pour toute cagnotte annuelle le supplément de revenu garanti, qui ne lui assure guère plus qu'une dizaine de milliers de dollars. «C'est bien correct», assure-t-elle, tout à coup un peu gênée de l'attention qu'on lui porte, préférant comme quelques autres comparses l'entretien succinct et la douceur de l'anonymat.

Et pourtant... Elle faisait partie de ces centaines de personnes âgées qui ont foulé le pas de la porte de Jeunesse au soleil hier, pour en repartir les bras chargés de victuailles, l'oreille d'un lapin en peluche pointant du panier à provisions.

Chaque premier lundi du mois, l'organisme de charité orchestre cette opération de supplément alimentaire dirigée spécialement à l'attention des personnes âgées à faible revenu. «Les gens que vous verrez ici aujourd'hui ne vivent pas dans la rue, ils ne sont pas en train de crever de faim», explique Tommy Kulczyk, directeur des services d'urgence à Jeunesse au soleil. Ce n'est pas de ça qu'il s'agit, mais ça ne veut pas dire que nous ne pouvons pas contribuer d'une façon ou d'une autre à leur rendre l'existence un peu plus facile.»

En ce lundi pascal, quelque 300 personnes ont défilé aux locaux de Jeunesse au soleil, en ressortant chargées d'un ou deux sacs de provisions remplis de denrées périssables ou non, boîtes de conserve, nourriture pour chat et chien, pintes de lait, céréales, viande, saucisses. «Exceptionnellement, à l'occasion de Pâques, nous avons réussi à ajouter à la nourriture un petit lapin en peluche», précise M. Kulczyk. Le fléau le plus important chez cette clientèle de 60 ans et plus est la solitude... Ils nous demandent souvent des oursins, des lapins en peluche. Pour certains, ils jouent peut-être le rôle de confident.»

Action élargie

Parmi les multiples missions que Jeunesse au soleil pilote depuis 45 ans — et toujours sous le vaste chapeau de l'aide communautaire sous forme d'interventions d'urgence —, le soutien aux personnes âgées à faible revenu est au programme depuis une dizaine d'années. Orientée d'abord vers les jeunes, l'action de l'organisme de la rue Saint-Urbain, à Montréal, s'est élargie au fil des ans à plusieurs couches de population se retrouvant soudainement dans le besoin, à la suite d'un événement par-

ticulier et souvent en marge des réformes lancées par le gouvernement.

«Dans le cadre de nos activités habituelles, nous n'avons jamais vraiment réussi à toucher la clientèle des personnes âgées, même si nous savions qu'elle avait besoin de nos services», explique Tommy Kulczyk, qui travaille tout particulièrement à la mise sur pied et au fonctionnement des divers programmes régis par Jeunesse au soleil (il en existe une trentaine, certains destinés aux femmes enceintes, aux personnes âgées, aux victimes d'incendie, à la clientèle des centres jeunesse, etc.).

Pressentant chez la clientèle du troisième âge une certaine gêne à se mêler aux foules pour ce type d'activités, les dirigeants de l'organisme ont décidé de les convier eux seuls à plonger dans le surplus de leur banque alimentaire d'urgence, surtout connue pour les bienfaits qu'elle procure en pleine période de Noël (l'an dernier, la Campagne des paniers de Noël a permis à plus de 10 000 familles de savourer le traditionnel repas du temps des Fêtes).

«La première fois que nous avons invité les personnes du troisième âge à venir à nous, nous avons dû fermer les portes dès 8h30 le matin tant il y avait foule», explique Tommy Kulczyk, une anecdote qui témoigne de la réticence de ces gens à solliciter l'aide lorsqu'on ne les y convie pas tout particulièrement. «Ce sont ces mêmes gens qui nous appelaient vers 2 ou 3h du matin en pleine crise du verglas pour nous dire: "Ne vous dérangez pas pour moi, mais si vous aviez juste une petite couverture, ça m'aiderait..."»

Depuis, Jeunesse au soleil tend la main à ces jeunes du cœur, leur offrant une fois par mois l'accès à ce qu'on appelle un «supplément alimentaire», ce qui ne correspond pas toujours à des denrées dont ils devraient se priver sans l'aide de l'organisme, mais qui leur permet peut-être «le luxe d'une soirée au cinéma avec l'argent qu'ils auront ainsi économisé», poursuit M. Kulczyk.

L'objectif ici visé n'est pas le même que pour les autres clientèles. «Il ne faut jamais oublier que ces personnes âgées ont un passé d'habitudes qui est soudainement dérangé, soit à cause de l'arrivée de la retraite et d'une baisse de revenus, soit à cause de la mise en place de nouveaux programmes gouvernementaux», explique Tommy Kulczyk, faisant par exemple allusion à la récente loi sur l'assurance-médicaments. Jeunesse au soleil, très souvent en mesure de vérifier en ses murs les effets pervers et très directs des virages gouvernementaux, a ainsi mis sur pied dès 1996 un programme-médicaments destiné aux personnes âgées.

Le supplément alimentaire ainsi offert une fois par mois permet de conserver certaines habitudes, plus difficiles à débrancher chez les 60 ans, et parfois plus que chez les jeunots ayant à recourir aux banques alimentaires.

«Le plus important dans tout ça, c'est qu'en les accueillant ici pour leur offrir un petit plus, on établit un contact avec eux, un lien de confiance», poursuit le directeur des services d'urgence. Et s'ils ont un jour à faire face à de l'abus de la part de la famille, ou à une autre forme de détresse, ils sauront à qui s'adresser.»



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Ils étaient quelques centaines de personnes âgées à défilier hier à Jeunesse au soleil pour faire le plein de provisions, mais aussi pour récolter — effervescence de Pâques oblige — un petit lapin en peluche, pour le plus grand bonheur des grands-parents... et des petits-enfants.

Relations de travail

Le Canada détient le record de jours de grève ou de lock-out de tous les pays du G7

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Les Canadiens sont plus souvent absents du travail pour causes de grèves ou de lock-out que les travailleurs de tous les autres pays du G7, selon une récente étude de l'Organisation internationale du travail (OIT), une agence des Nations unies.

De 1986 à 1995, les conflits de travail au Canada ont entraîné en moyenne la perte de 292 jours de travail pour 1000 travailleurs. Le Canada devance ainsi l'Italie (249 jours), pourtant réputée pour les grèves fréquentes de ses tra-

vailleurs. Ces données sont de plus nettement supérieures à celles de la France (102 jours), de la Grande-Bretagne (81 jours), de l'Allemagne (12 jours) ainsi que du Japon (quatre jours).

En fait, les 292 jours pour 1000 travailleurs au Canada représentent plus du double de la moyenne de 117 jours enregistrée par les 29 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

La moyenne canadienne est presque cinq fois supérieure à celle des États-Unis, où le nombre de jours perdus en raison de conflits

de travail s'établit à 62 pour 1000 travailleurs. Il est à noter qu'environ le tiers des employés canadiens sont syndiqués, alors que la proportion aux États-Unis n'est que de 10 %.

Version syndicale

Récemment, d'importants conflits de travail ont retenu l'attention au Canada, qu'il s'agisse des manifestations des cols bleus fédéraux, des grèves des infirmières à Terre-Neuve et des techniciens de Radio-Canada. Même si ces récents conflits sont tous survenus dans le secteur public, le secteur industriel

est historiquement le plus touché par les grèves.

«Le mouvement syndical au Canada a rejeté la vision véhiculée par les dirigeants des grandes entreprises qui veulent que nous cédions sur tout, que tout le monde se contente de moins à l'exception d'eux-mêmes», a déclaré Buzz Hargrove, le président de la plus grande centrale syndicale au pays, les Travailleurs canadiens de l'automobile.

«Lorsque des syndicats d'autres pays se sont convertis aux impératifs de la mondialisation, de la privatisation et de la déréglementation, nous avons résisté», a-t-il ajouté.

EN BREF

Œufs de Pâques

(AP) — C'est la tradition: chaque année, les pelouses des jardins de la Maison-Blanche sont envahies par des enfants venus participer, sous l'œil attendri de leurs parents et du chef de l'État américain, à la course d'œufs de Pâques. Bill et Hillary Clinton ont accueilli hier des milliers de personnes rassemblées pour la 121^e

course d'œufs sur la pelouse sud de la résidence présidentielle, encore humectée par la rosée du matin. Sur scène en compagnie de trois adultes déguisés en lapins, Bill Clinton a demandé au public de prier pour les troupes stationnées dans les Balkans et les réfugiés. «A vos marques... Prêts? Partez!», a-t-il ensuite ajouté en donnant le coup de sifflet de départ de la course.



Michel
DAVID

Multi Junior
4^e année du primaire

Grammaire de la phrase
et du texte.

cahier 264 pages — 16,50 \$
corrigé 154 pages — 25,50 \$
Les Éditions
GUÉRIN
(514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies

LE CALME AVANT LES AFFAIRES. BAGOTVILLE SANS ESCALE.



Pour réussir en affaires, il faut se lever tôt. Votre présentation est prête. Vous avez pris le premier vol, un Dash 8. Un de nos sept départs à destination de Bagotville. Tous sans escale.

Aucun autre transporteur aérien n'en offre autant. Et maintenant, vous vous reposez. Parce que vous savez qu'on prend soin de vous.



airNova
airAlliance

6 h 45 9 h 35 12 h 30 15 h 16 h 18 h 20 20 h 30 TOUS SANS ESCALE

• LES ACTUALITÉS •

Charles Sirois plaide en faveur d'un revenu minimum garanti

Dans un ouvrage intitulé *Passage obligé*, l'homme d'affaires suggère également d'obliger les étudiants à assumer l'ensemble du coût réel de leur formation

MARIE TISON
PRESSE CANADIENNE

Le président du conseil d'administration et chef de la direction de Téléglobe Charles Sirois plaide en faveur d'un revenu minimum garanti.

Dans un ouvrage de réflexion intitulé *Passage obligé*, M. Sirois suggère également d'obliger les étudiants à assumer l'ensemble du coût réel de leur formation et de diminuer de 10 % les sommes allouées à l'administration du système de santé.

L'ouvrage de 154 pages, écrit en collaboration avec M. Marcel Saint-Germain, un conseiller en communication stratégique, porte essentiellement sur les modes de gestion de l'entreprise. Publié aux Éditions de l'Homme, il a pour sous-titre «Passage obligé pour l'ère nouvelle, de la gestion mécanique à la gestion organique».

M. Sirois consacre cependant un chapitre à l'État, pour déplorer notamment son omniprésence et son interventionnisme.

«L'État n'a pas à investir les deniers publics et à devenir un agent économique, mais à s'investir dans son rôle de metteur en scène», écrit-il. Le gouvernement doit d'abord s'appliquer à poser les grands principes sur lesquels la collectivité va se construire et se développer.

M. Sirois soutient que l'ensemble des dispositions qui composent le filet social ont graduellement conduit les citoyens à une dépendance de plus en plus grande envers l'État, et qu'elles ont entravé le développement de leur autonomie.

Pour cette raison, il propose de remplacer l'aide sociale, l'assurance-emploi, la pension de vieillesse et le régime des rentes par un revenu minimum garanti.

Quel que soit leur niveau de revenus, tous les citoyens auraient droit à cette somme, correspondant au strict minimum nécessaire pour assurer le pain et le gîte. Ce montant serait imposable, comme tous les autres revenus.

«L'instauration d'une telle mesure entraînerait des changements profonds dans la société», soutient M. Sirois. Les sans-travail seraient poussés à déployer tous leurs efforts pour ajouter un revenu de travail au revenu garanti.

Il insiste sur l'importance de maintenir l'employabilité des travailleurs en mettant l'accent sur la formation.

«L'État pourrait établir une politique qui maintiendrait un travailleur sur dix en apprentissage d'un savoir-faire qui répondrait aux besoins et aux exigences de l'industrie», écrit-il.

Université

Le chef de la direction de Téléglobe et de Télésystème suggère également de révolutionner le secteur de l'enseignement supérieur en faisant payer aux étudiants le coût réel de leur formation. Evidemment, ils pourraient disposer d'un système équitable de prêts. Au lieu de financer directement l'université, l'État financerait les étudiants.

«Un étudiant qui s'endette d'une somme de cette importance pour acquérir la connaissance et un savoir-faire exige un enseignement de haute qualité», écrit M. Sirois. De leur côté, ces institutions doivent se comporter comme toute entreprise qui offre des services, c'est-à-dire qu'elles doivent être dynamiques, concurrentielles et soucieuses d'offrir le meilleur produit.

Dans le domaine de la santé, M. Sirois propose de diminuer de 10 % les sommes allouées à l'administration du système de santé, et d'exiger des gains de productivité équivalents. Selon lui, ces mesures permettraient de libérer 5 % du budget total de la santé.

«S'il choisit de réinvestir les 5 % du budget libéré dans l'acte médical, le gouvernement enrichira de façon significative la qualité du système», écrit-il.



CHRISTIAN GUAY LE DEVOIR
Charles Sirois

La Bourse de Toronto tombe en panne... au mauvais moment

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Des problèmes informatiques ont contraint la Bourse de Toronto à interrompre ses activités pendant plus de deux heures, hier, et ce, à un bien mauvais moment, alors que les courtiers étaient impatients de profiter de la hausse des titres des sociétés œuvrant dans le secteur de la technologie.

Les transactions ont été interrompues à 10h45 et n'ont pu reprendre qu'à 13h15.

Un porte-parole de la Bourse de Toronto a précisé que des problèmes de télécommunications étaient survenus avant même le début des transactions, et qu'ils s'étaient ensuite aggravés à un point tel que la direction de la Bourse a jugé qu'elle ne pouvait plus poursuivre les opérations.

«Nous croyons que ces problèmes sont liés à une interruption prévue de l'alimentation en électricité au cours du dernier week-end», a déclaré Steve Kee, qui ne pouvait toutefois préciser la raison de cette interruption de courant à l'édifice de la Bourse.

Avant l'interruption des transactions, l'indice TSE 300 de la Bourse de Toronto était en hausse de 45 points, grâce en partie à l'impulsion du secteur des produits industriels (dont font partie les titres liés à la technologie) qui avait progressé de 1 %. Le TSE 300 a finalement clôturé en hausse de 114,89 points, à 6739,70. Pendant ce temps, à la Bourse de

New York, l'engouement des investisseurs pour les actions des entreprises liées à la technologie propulsait l'indice Dow Jones au-dessus des 10 000 points (il a clôturé à 10 007,33), alors que l'indice de la bourse électronique Nasdaq atteignait des sommets inégalés.

Les nouveaux problèmes informatiques de la Bourse de Toronto ont incité certains analystes à remettre en question le projet de fusion des grandes bourses canadiennes, en vertu duquel les actions des grandes entreprises ne seraient plus transigées qu'à Toronto. Hier, pendant la panne, les transactions sur les titres des entreprises à inscriptions multiples ont pu être détournées vers la Bourse de Montréal.

Or, si le projet de fusion des bourses canadiennes voit le jour, la Bourse de Montréal abandonnera le marché des actions pour se concentrer sur les produits dérivés, pendant que les bourses de Vancouver et de l'Alberta ne formeront plus qu'une seule Bourse de l'Ouest qui transigera les actions des petites entreprises.

«C'est l'une des questions qui me sont venues à l'esprit lorsqu'ils ont annoncé ce projet de fusion des bourses canadiennes», a déclaré hier le responsable des opérations de courtage pour la firme Scotia Capital, Fred Ketchen. Il nous restera les bourses de New York, la Nasdaq et l'Amex, mais les autres ne pourraient plus accepter de transactions sur les actions.

L'enfer est bleu, le ciel est rouge.



CAMRY

359 \$ par mois / location 48 mois*

0\$ comptant

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

- Climatiseur
- Transmission automatique
- Groupe électrique

TERCEL

4 portes

209 \$ par mois / location 48 mois*

0\$ comptant

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

- Direction assistée
- 5 vitesses à surmultipliée
- Banquette rabattable (60/40)

COROLLA

239 \$ par mois / location 48 mois*

0\$ comptant

TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

- Radiocassette AM/FM
- Coussins gonflables
- Moteur 120 ch, 16 soupapes

OU

Financement à l'achat

2,8%
48 mois

**TERCEL • COROLLA • CAMRY
AVALON • RAV4 • TACOMA • PASEO**

CRÉDIT TOYOTA

Programmes de location au détail de Toyota Canada Inc. sur approbation de crédit par Crédit Toyota. Immatriculation, assurances et taxes en sus. *Offre valable sur les modèles Camry BG22KP-BA neufs en inventaire. Premier versement de 413,62 \$ et dépôt de garantie de 425 \$ exigibles au moment de la livraison. **Offre valable sur les modèles Tercel BC53LM-BA neufs en inventaire. Premier versement de 241,18 \$ et dépôt de garantie de 250 \$ exigibles au moment de la livraison. ***Offre valable sur les modèles Corolla BR12EM-AA neufs en inventaire. Premier versement de 275,30 \$ et dépôt de garantie de 300 \$ exigibles au moment de la livraison. Franchises de 96 000 km sur les trois modèles. Frais de 7¢ (Tercel et Corolla), 10¢ (Camry) du kilomètre excédentaire. Offres d'une durée limitée. Détails chez votre concessionnaire Toyota participant.

Votre concessionnaire



TOYOTA

VIVEZ L'EXPÉRIENCE DE LA QUALITÉ



BOUCHERVILLE
Toyota Doval
655-2350

CHATEAUGUAY
Châteauguay Toyota
692-1200

JOLIETTE
Joliette Toyota
759-3449

LAVAL
Vermont Lexus Toyota
668-2710

MONTRÉAL
Chassé Toyota
527-3411

MONTRÉAL
Toyota Pie IX
329-0909

ST-HYACINTHE
Angers Toyota
774-9191

STE-AGATHE
Toyota A
Ste-Agathe
326-1044

SOREL
Automobile
Pierre Lefebvre
742-4596

TROIS-RIVIÈRES
Trois-Rivières Toyota
374-5323

VALLEYFIELD
G. Couillard
Automobiles
373-9850

TERREBONNE
Automobiles
L.G. Lévesque
471-4117

VERDON
Woodland Toyota
761-3444

CANDIAC
Canada Toyota
659-6511

HULL
Vila Toyota
776-0077

LACHUTE
Lachute Toyota
562-4662

MONT-LAURIER
Claude Auto
623-3511

MONTRÉAL
Lexus Toyota Gabriel
748-7777

MONTRÉAL
Repentigny Toyota
581-3340

MONTRÉAL
Toyota St-Jérôme
438-1255

SHAWINIGAN
Mauricie Toyota
539-8393

ST-JÉRÔME
Toyota St-Jérôme
438-1255

ST-LÉONARD
St-Léonard Toyota
252-1373

ST-EUSTACHE
Toyota St-Eustache
473-1872

THURSO
Auger & Frères
985-2218

www.toyota.ca

«Dianaland» n'attire plus le public

(AP) — «Dianaland» ne fait pas recette. Presque la moitié des billets pour la visite de la dernière demeure de Lady Di n'ont toujours pas trouvé preneur à trois mois de l'ouverture des portes au public. Plus de 70 000 des 120 000 billets proposés au public restent invendus, selon un porte-parole de la famille.

Greffe du foie: nouvel espoir

(AFP) — L'utilisation de cellules humaines, au lieu de cellules de porc, est testée pour la première fois aux États-Unis pour maintenir en vie des malades du foie en attente d'une greffe, a annoncé hier le centre hospitalier de l'université de Chicago (Illinois). Cette nouvelle technique, mise au point par les laboratoires VitaGen Inc., permettra notamment d'éviter les risques de contamination des malades avec des éléments pathogènes du porc. L'appareillage pourra par ailleurs être utilisé 24 heures sur 24 alors que celui fonctionnant avec des cellules de porc ne peut être appliqué que six à huit heures par jour sur le patient. Ce dispositif artificiel sert de foie temporaire pour les malades atteints d'un insuffisance hépatique aiguë, leur permettant d'attendre une transplantation.

• LES ACTUALITÉS •

Le Québec est visé

Des groupes de promotion de la santé veulent une hausse des taxes sur le tabac

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Trois organisations nationales visant la promotion de la santé ont demandé hier au gouvernement fédéral et aux cinq provinces où les taxes sur le tabac sont les plus faibles d'alourdir considérablement ces taxes.

Une telle décision aurait pour effet, selon elles, de décourager la contrebande de cigarettes au Canada, tout en favorisant une baisse du tabagisme chez les jeunes.

Les provinces visées par leur démarche sont l'Ontario, le Québec, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et l'Île du Prince-Édouard. En Ontario et au Québec, par exemple, la cartouche de cigarettes coûte environ 15 \$ de moins que dans les États américains voisins.

La proposition a été présentée hier par l'Association pour les droits des

non-fumeurs, Médecins pour un Canada sans fumée et la Société canadienne du cancer.

Dans le rapport annuel qu'il vient de rendre public, le plus important fabricant de produits du tabac du Canada souligne que les différents degrés de taxation imposés par les gouvernements provinciaux et fédéral sur les cigarettes ont des répercussions sur la contrebande entre les différentes provinces. La faiblesse des taxes sur le tabac appliquées dans les provinces centrales et maritimes stimule la contrebande interprovinciale, font valoir ces organismes dans un communiqué conjoint.

«Les fabricants de produits du tabac sont liés au problème de la contrebande», a déclaré un porte-parole de l'Association pour les droits des non-fumeurs, David Sweenor. «Ce serait de la pure folie de la part de nos gouver-

nements de continuer à ne rien faire contre une situation grâce à laquelle les fabricants tirent profit de la contrebande lorsque, de surcroît, cette contrebande a lieu à l'intérieur des frontières du pays.»

Moment propice

De son côté, Cynthia Callard, directrice exécutive de Médecins pour un Canada sans fumée, a estimé que le moment était propice à un alourdissement considérable des taxes sur le tabac. «En général, les fabricants de produits du tabac haussent leurs prix à ce moment de l'année. Or si les gouvernements agissent en premier, les retombées de l'augmentation des prix du tabac reviendront aux gouvernements qui pourront alors les utiliser pour financer leurs programmes de lutte contre le tabagisme, au lieu de venir gonfler les profits des fabricants», dit-elle.

Et selon Ken Dyle, directeur des questions d'intérêt public de la Société canadienne du cancer, «les gouvernements provinciaux ne peuvent plus être montrés du doigt pour la friolité du gouvernement fédéral dans le dossier de l'augmentation des taxes sur le tabac».

Les recherches effectuées dans le monde entier, font encore valoir les trois groupes, montrent que l'augmentation du prix du tabac se traduit par la réduction du tabagisme, notamment chez les adolescents, qui sont particulièrement sensibles au prix, et finalement, par la diminution des maladies, incapacités et décès liés au tabac.

«À titre d'exemple, une augmentation de 10 \$ de la taxe sur le tabac dans tout le Canada permettrait aux gouvernements d'augmenter leurs revenus d'environ 2,2 milliards», calculent les trois organismes.

Une coalition manifesterait contre une conférence de Human Life International

L'organisme anti-avortement est accusé de cultiver la haine et d'inciter à la violence contre les médecins pratiquant l'avortement

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Des groupes pro-choix et de défense des droits de la personne font front commun contre la tenue d'une conférence de Human Life International, un organisme qu'ils accusent de cultiver la haine et d'avoir des liens avec des extrémistes soupçonnés de s'en prendre aux médecins pratiquant l'avortement.

La coalition a convoqué une conférence de presse aujourd'hui, pour appeler la population à participer à une manifestation qui aura lieu demain, premier jour de la grande conférence de cinq jours de Human Life International.

Sous des dehors chrétiens et prônant la promotion des valeurs familiales, HLI incite à la haine et à l'intolérance, affirment des membres de la coalition.

L'organisme a recours à des arguments racistes et sectaires, disait hier Bernie Farber, le directeur exécutif du Congrès juif canadien.

Dans un ouvrage qu'il a rédigé, le fondateur de HLI, le révérend Paul Marx, un prêtre catholique,

accuse les médecins juifs «du pire holocauste de l'histoire», soutient M. Farber. «C'est une forme classique d'antisémitisme», poursuit-il. Il s'en prend également à l'Islam et aux Musulmans, ajoute-t-il.

Outre le Congrès juif, la coalition anti-HLI est composée de la Fédération arabe canadienne, du Comité canadien d'action sur le statut de la femme, de la Coalition pour les droits des gays et lesbiennes en Ontario, des Catholiques pour le libre choix, ainsi que de groupes syndicaux et d'organismes favorables au libre choix en matière d'avortement.

HLI est l'un des plus importants organismes mondiaux contre l'avortement. Sa conférence annuelle, qui se tiendra cette année dans un hôtel voisin de l'Aéroport international Pearson de Toronto, devrait attirer quelque 2000 délégués du monde entier.

La police a fait savoir hier qu'elle surveillerait attentivement le déroulement de la manifestation, afin de prévenir tout risque de violence.

Dans un communiqué, HLI indique que 60 experts prononceront des allocutions et dirigeront des ateliers sur «les grandes questions de notre temps

relatives à la vie et à la famille: avortement, bioéthique, homosexualité, contraception, euthanasie, contrôle de la population, éducation sexuelle, etc.».

Carolyn Egan, porte-parole de la Coalition ontarienne pour les cliniques d'avortement, affirme que HLI est liée à des extrémistes du mouvement anti-avortement, dont son porte-parole Don Treshman. Ce dernier était l'un des accusés au récent procès d'individus impliqués dans un site Internet anti-avortement, aux États-Unis. Avant sa fermeture par les tribunaux américains, ce site incluait les noms, adresses et numéros de plaques d'immatriculation de médecins pratiquant l'avortement.

Sur les noms de trois médecins, y compris celui du Dr Bernard Slepian, une ligne avait été tracée après leur assassinat par des tireurs embusqués.

Mme Egan a déclaré avoir connu HLI en 1988, quand une centaine de délégués à la conférence ont tenté de bloquer l'accès à la clinique d'avortement torontoise du docteur Henry Morgentaler.

«Pour nous, c'est quelque chose d'inquiétant, parce qu'il s'agit d'une agression directe contre le droit des femmes au libre choix», a-t-elle dit.

Investissements en Iran

Une compagnie pétrolière canadienne s'expose aux foudres de Washington

REUTERS

Washington — Washington n'apprécie guère l'accord de 300 millions de dollars US signé dimanche par l'Iran avec Elf Aquitaine et la compagnie canadienne Bow Valley et l'examinera de ce fait à l'aune

d'une réglementation qui prévoit de sanctionner des entreprises étrangères qui réalisent plus de 20 millions d'investissement annuel dans le secteur pétrolier iranien.

«Nous sommes profondément déçus et très préoccupés par cet événement», a déclaré le porte-parole du département

d'État James Rubin. «Les États-Unis demeurent fermement opposés à tout investissement dans le secteur pétrolier iranien. Nous avons à plusieurs reprises exhorté les gouvernements de France et du Canada, au niveau le plus élevé, à décourager un tel investissement.»

Si sanctions il y a, le président Bill

Clinton dispose toutefois du pouvoir de les lever dans le cas où cela sert l'intérêt général du pays. Ce fut le cas en mai 1998 pour Total (TOTFPO), la firme russe Gazprom (GAZPMO) et la compagnie malaise Petronas (PETRKL) qui y ont réalisé un investissement de deux milliards.

COLLOQUES & CONFÉRENCES

LES ENJEUX DE LA PSYCHANALYSE EN L'AN 2000

Librairie Olivieri
6 avril
info : 739-3639

Simon Harel et Ginette Michaud s'entretiennent avec le psychiatre et psychanalyste René Major.

LES MÉTIERS DES ITALIENS D'AUTREFOIS

Écomusée du fier monde
7 avril
Carole Millette : 528-8444

Si plusieurs des premiers Italiens qui s'installent dans le quartier Centre-Sud au début du siècle trouvent du travail dans le chemin de fer, d'autres exercent ici, comme ils le faisaient en Italie, des métiers d'artisans de la rue. Aldo Parnaro nous présente ces ramoneurs, cirqueurs de chaussures, remouleurs et vendeurs de légumes d'antan.

LA LIGNE DEUX-MONTAGNES A ÉBRANLÉ LE CANADA

Deux-Montagnes
7 avril
Denise Caron : (450) 258-2826

David Hanna nous racontera la mise en place de la ligne Montréal-Deux-Montagnes en 1910 et son arrivée-surprise au centre-ville de Montréal. Il nous expliquera comment cette ligne, qui fut la première électrifiée au Canada, fit faillite dès 1918. Il paraît même qu'elle faillit y entraîner le Canada...

DU CHANT GRÉGORIEN À AUJOURD'HUI

Auditorium Saint-Albert-le-Grand
7 avril
ACTXR : 332-4126

C'est en passant par Vivaldi, Mozart, Wagner et plusieurs autres que le musicologue Antoine Ouellette vous fera voyager, en 90 minutes, à travers les grandes étapes de la musique en Occident! Accrochez-vous!

CHANGER C'EST DEVENIR CE QUE JE SUIS

Centre Saint-Pierre
7 avril
Ginette Lefebvre : 524-3561, poste401

Quand on veut atteindre un rêve, modifier une situation ou changer soi-même, on s'engage dans un processus ponctué d'étapes. Chacune d'elles comporte des risques et des opportunités. Sylvain Rouillard vous

propose ici une transformation en accord avec vous-même.

LES DROITS DE LA PERSONNE ET LES TÉMOINS DE JÉHOVAH

Université Laval
8 avril
Lise Leblanc : (418) 656-2131 #3767

M^{re} Glen How et M^{re} André Carbonneau, respectivement procureur et avocat des Témoins de Jéhovah dans des causes en droit constitutionnel, médical, de la famille, municipal et de l'immigration, répondent à l'invitation des départements de droit et de sciences sociales. Le grand public est le bienvenu.

L'EAU ET LA CITOYENNETÉ UQAM

9 avril
Caroline Perron : 392-9833

Riccardo Petrella fermera par une conférence une journée d'information, d'ateliers et de table ronde sur le thème de l'eau. Privatisation, consultation publique du BAPÉ, qualité de l'eau et ALENA sont au programme.

MANDALAS : DU CERCLE SACRÉ À LA VIE

Centre Saint-Pierre
13 avril
Ginette Lefebvre : 524-3561, poste 401

Le cercle sacré est perçu par certains, depuis des millénaires, comme un outil d'éveil de la conscience. À travers les époques et les cultures, il a pris différentes formes: mandalas tibétains, rosaces, roues de médecine amérindiennes. Andrée Charron explique comment il peut aider l'individu à contacter une partie refoulée de lui-même.

AVEC LE DALAI-LAMA SUR LE CHEMIN DE LA PAIX

Auditorium des Dominicains
9 avril
MCQ : 525-4649

Le père Laurence Freeman raconte son voyage en Inde durant lequel il a rencontré le Dalai-Lama. Pour ceux qui croient que les traditions du bouddhisme et du christianisme ont un rôle crucial à jouer dans la fondation spirituelle de la paix sociale et politique ainsi que dans la justice économique: une initiative de dialogue bouddhiste-chrétien.

Isabelle Quentin
iquentin@sim.qc.ca



La fromagerie HAMEL
220 est. JEAN-TALON, MONTRÉAL
... ET TROIS AUTRES SUCCURSALES
TÉLÉPHONE : (514) 272-1161

*plus de 400 variétés de fromages!
(dont 150 au lait cru)*

Internet : www.hamel.qc.ca

Traversez l'Atlantique pour affaires. On vous offre l'Amérique pour le plaisir.



Devenez membre de Fréquence Plus¹. Pour votre prochain voyage aller-retour en l'Espace 127 vers l'Europe, Air France vous offre suffisamment de Miles pour obtenir un billet gratuit* vers les États-Unis continentaux sur une de nos compagnies partenaires. D'autres bonnes nouvelles vous attendent au 1 800-667 2747. Appelez vite !

AIR FRANCE

G A G N E R L E C Œ U R D U M O N D E

*Air France vous offre un bonus de 11 500 Miles pour tout aller-retour en l'Espace 127 au départ du Canada entre le 1^{er} avril et le 31 août 1999 (dernier retour le 31 août 1999). Cette prime, ajoutée aux Miles normalement accumulés entre le Canada et l'Europe en l'Espace 127, représente un billet gratuit pour les États-Unis continentaux. Billet gratuit en classe économique selon disponibilité de la classe tarifaire réservée aux billets primes. Paiement des taxes à la charge du passager. ¹Devenez vite membre de Fréquence Plus en composant le 1 800-313 9599. C'est simple et gratuit.

LE DEVOIR

LE MONDE

Lueur d'espoir dans l'Algérie en campagne

Les présidentielles du 15 avril suscitent un authentique débat

Vingt-deux militaires ont été tués dans la nuit de samedi à dimanche près de Blida (50 km au sud d'Alger) par des islamistes armés, a annoncé hier le quotidien *El Watan*. L'Algérie est en campagne électorale pour l'élection présidentielle anticipée du 15 avril. Malgré cette nouvelle flambée de violence, les Algériens se mettent à espérer...

JOSÉ GARÇON
LIBÉRATION

«C'est une situation inédite. On assiste à une campagne mettant en scène de vrais candidats qui défendent de vrais projets politiques, souvent aux antipodes les uns des autres, avec une participation inattendue d'une population qui n'y croyait pourtant pas au début. Mais une seule chose risque de ne pas être vraie: les résultats.» 25 ans, vivant dans le quartier populaire de Belcourt, Yahia s'étonne de l'intérêt qu'il porte à l'élection présidentielle anticipée du 15 avril. Au dixième jour de la cam-

pagne officielle pour ce scrutin convoqué par la démission, le 11 septembre, du chef de l'Etat, Liamine Zéroual, Yahia oscille entre la certitude que «la population n'acceptera plus comme avant d'être privée de son choix» et que «tout risque, au final, d'être comme toujours».

On ne peut mieux exprimer le sentiment ambivalent nourri par une bonne partie d'une rue que l'on disait à juste titre désabusée par les promesses jamais tenues de quatre précédents appels aux urnes en trois ans: d'un côté, l'espoir de changement un peu fou mais réel qui commence à percer; de l'autre, la crainte qu'«ils» — com-

prendre les militaires — «ne laisseront pas faire» et n'accepteront pas le verdict des urnes. A dix jours de l'échéance, un premier constat s'impose en effet: loin d'être boudés, les déplacements marathoniens et les meetings des principaux candidats font recette à Alger comme à l'intérieur du pays. Et cela même si les réunions d'Abdelaziz Bouteflika, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Boumediène, fleurissent dans les salles comblées de l'époque du parti unique et un sérieux coup de main de l'administration. Ce n'est pas le moindre paradoxe de la future élection: celui qui fait figure de candidat officiel — et donc de futur président — apparaît comme le moins populaire, bien que, figure de l'Oranie, il puisse réellement prétendre à un score honorable dans cette région jusqu'ici marginalisée dans un pouvoir toujours issu de l'Est.

Les succès obtenus dans la capitale et en province par les trois autres

principaux postulants sont à cet égard significatifs: qu'il s'agisse de l'opposant Hocine Aït Ahmed ou de deux hommes issus du système mais qui développent depuis plusieurs années un discours d'opposition, l'ancien chef de gouvernement «réformateur» Mouloud Hamrouche et l'ex-chef de la diplomatie Taleb Ibrahim. A elle seule, la personnalité de ces trois candidats qui peuvent prétendre mobiliser des pans importants de la société impose presque mécaniquement un second tour.

Scrutin «juste et honnête»

Ainsi, pour la seconde fois en une semaine, Washington a insisté sur la nécessité d'un scrutin «juste et honnête». «Le président Zéroual [s'y] est engagé, [mais] le doute demeure sur sa capacité à contrôler suffisamment l'administration pour [l'y] forcer», a affirmé vendredi un responsable du département d'Etat sous couvert de l'anonymat en précisant: «Il n'est pas sûr à 100 % que

[l'armée] s'inclinera devant les résultats [...] mais les risques d'une réaction mal calculée de sa part sont très faibles.» Et d'ajouter: «S'il y a un minimum de fraude, le nouveau président élu disposera d'une légitimité suffisante pour engager des réformes sérieuses.» Cet avertissement sera-t-il entendu par le pouvoir? Il place en tout cas celui-ci dans une situation complexe, car il rend difficile une élection verrouillée en faveur de Bouteflika, qu'une partie de la haute hiérarchie militaire et des services de sécurité entend imposer. Trois éléments au moins risquent d'empêcher une armée, qu'on dit en outre divisée sur cette question, d'imposer aisément un nouveau fait accompli. D'une part, la détermination des principaux candidats à ne pas se laisser faire. Une élection jouée d'avance risque d'autre part de provoquer la colère de leurs «bases»: «le changement ou la casse», résumait samedi Hamrouche dans l'est du pays. Enfin, la crainte d'un

retour aux «années de plomb», suscitée par le discours et le ton de Bouteflika, n'est pas faite pour améliorer son image. Ayant fait de la nostalgie de l'Etat fort boumediéniste son principal argument de campagne, l'ancien chef de la diplomatie, remarque le quotidien *El Watan*, «emprunte à la nomenclature de la décennie 70 ses attitudes arrogantes». Une attitude qui n'est sans doute pas étrangère aux premiers incidents de la campagne. Sérieusement malmené vendredi à Tizi-Ouzou, chef-lieu d'une Kabylie toujours frondeuse, Bouteflika a été accueilli par des centaines de manifestants aux cris de: «Où sont les milliards?», allusion aux accusations de corruption lancées naguère par la Cour des comptes à son encontre. Le candidat officiel a lancé non sans mépris à ses détracteurs: «Sortez vos douars», ajoutant: «De loin, je vous voyais comme des géants; d'ici, je vois que vous êtes beaucoup plus petits.»

La Libye livre les deux suspects de l'attentat de Lockerbie

Un succès bienvenu pour l'ONU et Annan

Tripoli a transféré hier vers les Pays-Bas les deux Libyens accusés de l'attentat de Lockerbie, qui avait fait 270 morts fin 1988. Les deux suspects, Al-Amine Khalifa Fhimah, 43 ans, et Abdel Basset Ali al-Megrahi, 47 ans, ont immédiatement été soumis à une procédure d'extradition formelle des Pays-Bas vers la Grande-Bretagne où ils seront jugés.

New York (AFP) — La livraison hier par la Libye des deux suspects de l'attentat de Lockerbie est un succès bienvenu pour l'ONU et son secrétaire général, Kofi Annan, après les déboires de l'organisation internationale en Irak et au Kosovo.

Au moment où les Nations unies sont contraintes de s'effacer derrière les Etats-Unis et l'OTAN, le transfert des deux accusés libyens aux Pays-Bas apparaît comme une récompense des efforts diplomatiques patients déployés par Kofi Annan pour régler une confrontation de dix ans entre Tripoli et la communauté internationale. Le secrétaire général s'est personnellement engagé dans la recherche d'une solution, oeuvrant avec son équipe de juristes à rapprocher les points de vue et à dissiper la méfiance entre Tripoli, Londres et Washington.

Il s'est ainsi rendu en Libye, en décembre dernier, pour tenter de convaincre — en vain — le colonel Mouammar Kadhafi d'extrader les deux hommes. Quelques jours plus tard, lors d'une conférence régionale des pays du Golfe à Abou Dhabi, il a demandé au président sud-africain Nelson Mandela et au prince Abdallah ibn Abdel Aziz de faire pression sur le dirigeant libyen. L'intervention de ces deux pays, qui ont la confiance

à la fois de la Libye et des Etats-Unis, a été décisive. Ce succès intervient à point pour restaurer la crédibilité de l'ONU mise à mal par l'impuissance de l'organisation au Kosovo où elle a laissé les mains libres à l'OTAN pour bombarder la Yougoslavie, sans avoir son mot à dire.

Kofi Annan lui-même a adopté depuis le début de cette crise un profil bas, approuvant les frappes et se contentant de regretter que le Conseil de sécurité, pourtant responsable de la paix internationale, n'ait pas été consulté. Le contraste est d'autant plus saisissant que ce diplomate ghanéen de 60 ans, réputé pour sa prudence, n'avait pas hésité à deux reprises l'année dernière, une première fois en février puis en novembre, à arrêter la machine de guerre américaine sur le point de lancer des frappes sur l'Irak.

Il avait acquis à cette occasion une image de «faiseur de paix», bien en ligne avec les idéaux des Nations unies. Mais, dans les faits, ses deux interventions n'ont finalement pas empêché les Etats-Unis de frapper durement l'Irak en décembre et lui ont valu une solide rancune à Washington.

Les Etats-Unis, qui avaient pourtant imposé M. Annan à la tête de l'ONU en janvier 1997, se sont ainsi opposés à ce qu'il joue un rôle actif dans les réflexions en cours sur le contrôle du désarmement de l'Irak après la fin de l'ancien régime d'inspections. M. Annan n'a pas non plus réussi à obtenir de Washington le paiement de sa dette de 1,6 milliard de dollars à l'ONU, ce que l'administration américaine avait promis de faire en échange des réformes et des économies accomplies par l'organisation.

Un collaborateur du secrétaire général assure toutefois que M. Annan ne se laisse pas démonter par ces critiques et que ses relations avec le secrétaire d'Etat américain Madeleine Albright sont «excellentes».

Dirigeant de la résistance timoraise

Gusmao lance un appel aux armes

Jakarta (AFP) — Le dirigeant de la résistance timoraise emprisonné, Xanana Gusmao, a ordonné hier à ses hommes de prendre les armes contre les troupes indonésiennes après avoir appris que les milices pro-indonésiennes avaient tué 17 rebelles est-timorais, a annoncé son avocat.



REUTERS
Xanana Gusmao

«Xanana a ordonné aux combattants de l'indépendance et à tout le peuple [du Timor oriental] de prendre les armes contre les forces armées indonésiennes et les groupes paramilitaires qui ont assassiné les Est-timorais», a déclaré l'avocat, Johnson Pangaitan, en faisant état d'un communiqué remis par Xanana Gusmao. Le dirigeant indépendantiste purge une peine de 20 ans de prison. Des sources indépendantistes avaient précédemment fait état de trois morts hier à la suite d'une attaque lancée par des centaines de miliciens pro-indonésiens contre des indépendantistes à Timor-Est.

L'avocat a expliqué à l'AFP que Xanana Gusmao avait dans cette attaque «mais qu'ensuite il avait été informé que 17 personnes avaient été tuées», dans un district à l'ouest de la capitale du Timor oriental, Dili.

Le communiqué de Gusmao représente un revirement de sa position: il avait au cours des derniers mois appelé ses partisans à faire preuve de retenue et à ne pas répondre aux provocations des milices ou de l'armée.

L'appel du dirigeant des rebelles intervient au moment où une mission de l'ONU chargée de préparer le processus de consultation au Timor oriental sur l'avenir de l'ancien territoire portugais a entamé une série de rencontres hier à Lisbonne. Le gouvernement indonésien a proposé pour la province annexée par Jakarta en 1976 un statut d'autonomie. Un plan d'autonomie a été présenté par l'ONU, tandis que la résistance sur le terrain souhaite voir aboutir sa lutte pour l'indépendance.

à la carte

Business

Radisson Hôtel des Gouverneurs
avril

Mme. Guylaine Saucier
Président,
Conseil d'administration
Société Radio-Canada

Mercredi 21

Les déjeuners-causeries
1998-1999

Billet : 48 \$ membre
70 \$ non-membre

Réservations : Ghislaine Larose
Téléphone : (514) 871-4000, poste 4001
Télécopieur : (514) 871-5971

Carnet de 10 billets : 435 \$ (membres seulement)
TPS (7 %) et TVQ (7,5 %) en sus

Chambre de commerce
du Montréal métropolitain
Board of Trade
of Metropolitan Montreal

Bell
BOMBARDIER
BYERS CASGRAIN
Fiducie Desjardins
enRoute
Pratt & Whitney Canada
Samson Belair
Deloitte & Touche
SNC-LAVALIN
SSQ
VIE
design graphique
Vasco design



Aller-retour

Paul Houde et Marc Gélinas
Les Matins de Paul Houde de 5h 30 à 9h

Marie Plourde et Franco Nuovo
Envoyé à maison de 16h à 18h

105.7
Rythme FM

LE MONDE

CRISE EN YUGOSLAVIE

L'Albanie absorbe tant bien que mal les réfugiés

Près de 200 000 Kosovars sont arrivés en l'espace d'une semaine

ROMAIN FRANKLIN
LIBÉRATION

Tirana, Durrës — Dans toute l'Albanie, les camps se multiplient pour accueillir le flot ininterrompu de déportés kosovars. À Tirana, ils remplissent le gymnase municipal, une caserne de la banlieue et un complexe sportif. Là, autour d'une piscine olympique vide, plus d'une centaine de tentes militaires ont été dressées pour héberger 3000 personnes. Tandis que des enfants jouent dans un bassin à sec, leurs parents écoutent, l'air angoissé, les appels des nouveaux arrivants, lancés par haut-parleur, qui cherchent à localiser des membres de leur famille. Très souvent, relatent ces réfugiés, les Serbes ont séparé d'un côté les hommes, de l'autre les femmes et les enfants, les envoyant par bus dans des directions différentes.

La télévision albanaise diffuse les appels des familles séparées avec des moyens de fortune: les cameramen

filment simplement dans les camps des noms griffonnés à la hâte sur des cartons.

À Durrës, ville côtière, cinq camps de réfugiés ont été mis sur pied par la municipalité, dans des bâtiments publics et d'anciens hôtels d'État. L'Italie, qui craint que les populations déplacées ne soient tentées de traverser l'Adriatique, fait de gros efforts pour venir en aide aux réfugiés, qui paraissent d'ailleurs plus soucieux de rentrer au Kosovo que de tenter leur chance à l'étranger.

Malgré toute sa bonne volonté, le gouvernement albanaise a été incapable de trouver des terrains en quantité suffisante pour le HCR. «Les tentes sont là et nous sommes désormais prêts à installer plusieurs dizaines de camps de réfugiés de grande capacité, de 20 000 à 50 000 personnes», explique Tham Meechubot, le représentant du haut-commissariat des Nations unies pour les Réfugiés (HCR), mais les autorités ne nous ont alloué que quatre petits terrains à peine

suffisants pour 30 000 personnes.» L'urgence humanitaire est pourtant explosive. «Près de 200 000 réfugiés kosovars sont arrivés en Albanie en l'espace d'une semaine et la situation devient de plus en plus difficile», poursuit Tham Meechubot, en rappelant que l'Albanie, le pays le plus pauvre d'Europe, ne compte que trois millions d'habitants.

Le gouvernement albanaise et la communauté internationale ont pris le parti d'éloigner les réfugiés des zones frontalières. L'installation de camps en bordure du Kosovo présenterait un double risque: elle pourrait encourager des incursions serbes et ces camps pourraient servir de sanctuaires aux combattants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). «Nous voulons à tout prix éviter cela», explique-t-on au HCR.

L'acheminement de l'aide aux réfugiés à Kukës, à la frontière, tant que les arrivées se font en flux continu, s'est très lentement. Il n'était pas rare de rencontrer la semaine dernière des groupes de réfugiés livrés entière-

ment à eux-mêmes. Le mauvais état de la route reliant Tirana à Kukës est certes un obstacle logistique. Mais les retards persistants sont aussi à mettre sur le compte des lenteurs de la bureaucratie postcommuniste, qui insiste, par exemple, pour passer en douane l'aide arrivant à l'aéroport, médicaments compris. Le HCR, dont le personnel est passé en quelques jours de neuf à plus de 150 personnes, s'est lui aussi trouvé dépassé par les événements. «Personne ne s'attendait à ce que les Serbes décident de vider 90 % de la population du Kosovo, c'était imprévisible», estime Daan Everts, le directeur du bureau de l'OSCE en Albanie.

Afin de parer au plus pressé, un pont aérien d'hélicoptères de l'OTAN a commencé à se mettre en place hier entre Tirana et Kukës. Les appareils doivent acheminer aide et tentes et rapatrier vers Tirana les personnes les plus vulnérables. Le mouvement de solidarité manifesté par les trois millions d'Albanais a cependant permis d'absor-

ber en grande partie cette marée humaine dans des familles d'accueil qui aident leurs «frères du Kosovo». Un chauffeur de taxi assure: «Chez moi, dans ma cour, j'ai accueilli 70 personnes.» Le HCR envisage de dédommager à l'avenir les familles d'accueil albanaises. «Mais celles-ci vont se laisser

très vite, explique Tham Meechubot, et il nous faudra alors reloger les réfugiés dans des camps. Nous risquons alors de nous rendre compte que l'Albanie, qui manque déjà énormément d'infrastructures, d'écoles par exemple, aura du mal à s'accommoder de cette situation sans une aide internationale massive.»



AH-64 Apache
Hélicoptère d'attaque

Constructeur : McDonnell Douglas
Motorisation : 2 turbines de 1 700 CV
Vitesse : 365 km/h
Équipage : 2 hommes
Armement : canon de 30 mm à l'avant, lance-roquettes de 70 mm, lanceur quadruple de missiles Hellfire ou TOW (antichar)

Les Apache sont prêts

ASSOCIATED PRESS

Washington — Les États-Unis ont annoncé l'envoi prochain en Albanie de 2000 hommes et de 24 hélicoptères de combat Apache, qui donneront à l'OTAN la capacité d'attaquer directement les forces et blindés serbes en Yougoslavie.

Pour le moment, cependant, Washington exclut l'envoi de forces terrestres au Kosovo. «Le président [Bill Clinton] a dit qu'il n'avait aucune intention d'envoyer des troupes au sol sauf si l'environnement le permet», a rappelé le secrétaire d'État Madeleine Albright.

Les soldats américains disposeront pour assurer la protection des hélicoptères Apache de 18 lance-roquettes multiples ainsi que de missiles à court et moyenne portée. Le déploiement des hélicoptères Apache et des lance-roquettes est une «extension logique» du dispositif de frappes aériennes, a expliqué le porte-parole du Pentagone Kenneth Bacon.

Selon le Pentagone, il faudra une dizaine de jours pour déployer les hélicoptères basés à Illesheim, en Allemagne, car de nombreux appareils de transport militaire américains sont actuellement utilisés pour l'acheminement de l'aide humanitaire.

Les hélicoptères «vont nous donner la capacité anti-chars dont le mauvais temps nous a privés», a précisé Kenneth Bacon. «Cela nous donnera la capacité de se rapprocher des blindés et unités de Milosevic au Kosovo, et de faire un travail plus efficace en éliminant ou neutralisant les forces au sol», a-t-il dit.

Il a reconnu que cela n'était pas sans risques pour les soldats américains. «Bien évidemment, l'engagement rapproché est par définition plus risqué qu'un engagement plus lointain. Mais l'armée est entraînée pour y faire face», a ajouté M. Bacon.

Les couacs de l'OTAN

Paris (AFP) — Depuis les premiers raids de l'OTAN en Yougoslavie le 24 mars, la communication de l'Organisation comme des pays membres, non coordonnée, est difficile: après la fausse mort d'un conseiller d'Ibrahim Rugova, plusieurs couacs et ratés ont émaillé ces 13 jours de guerre.

Au service de presse de l'Alliance, on plaide «la bonne foi». «Nous sommes dépendants des informations des militaires, qui, pour protéger la vie des pilotes, ont intérêt à en dire le moins possible, alors que certains gouvernements ont plutôt tendance à en rajouter pour leurs opinions publiques.»

«Dès qu'il y a une erreur, nous sommes prêts à la corriger aussitôt», ajoute-t-on à Bruxelles, en considérant que, sauf à faire un blocus de l'information, une marge d'erreurs est incontournable dans un conflit comme celui-ci, notamment avec «19 démocraties» qui ont toute liberté de parole.

Selon le Manuel de l'OTAN, c'est le secrétaire général (l'Espagnol Javier Solana) qui «est le principal porte-parole de l'Alliance pour les relations entre gouvernements et avec les médias».

Dans les faits, les États-Unis et la Grande-Bretagne font une conférence de presse tous les jours. Aucune coordination n'existe avec celle de l'OTAN.

Les militaires ont la responsabilité de l'erreur la plus flagrante commise depuis le début du conflit.

Le 29 mars, le général britannique David Wilby annonce à la presse à Bruxelles la mort de Fehmi Agani, principal conseiller du dirigeant modéré des Albanais du Kosovo Ibrahim Rugova.

Le secrétaire général Javier Solana, comme le porte-parole de l'Alliance, le Britannique Jamie Shea, sont avertis à l'avance de cette annonce, sont pris de court. Javier Solana s'en prendra très vivement ensuite au commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain Wesley Clark.

Le 31 mars, après des doutes émis par plusieurs pays, dont la France, l'information est rectifiée: Agani est vivant, comme les journalistes Baton Haxhiu et Vetton Surroi, dont les décès avaient aussi été annoncés.

D'autres erreurs ou choix malheureux ont suivi:

■ justifier aux premiers jours les raids par le souci d'éviter une catastrophe humanitaire. Celle-ci est en fait survenue quelques jours plus tard, donnant le sentiment que les raids l'avaient provoquée;

■ utilisation à tort du mot «génocide» par certains pays pour qualifier la situation au Kosovo. Déclarations sur le refus de l'OTAN d'engager une guerre terrestre au Kosovo et annonce de l'accueil de 100 000 réfugiés dans des pays alliés, deux informations qui risquent de conforter la poursuite des expulsions du Kosovo;

■ informations fausses sur la destruction de la maison d'Ibrahim Rugova et sur le fait qu'il se serait blessé.

La petite phrase de Solana

Samedi, une déclaration officielle de Javier Solana a failli faire tomber la fragile coalition gouvernementale en Italie, selon des diplomates. Lors d'une réunion dans l'après-midi, plusieurs alliés avaient demandé que l'Alliance rappelle ses objectifs politiques et ne s'en tienne pas seulement à un bilan militaire. D'autres, notamment la France, ont refusé.

Pour contenter tout le monde, Javier Solana fait rédiger ensuite en son nom une déclaration. Sans nouveauté, le texte, vague, reprend en partie un communiqué ancien du Groupe de contact et fait allusion à la nécessité d'un retour des réfugiés au Kosovo, protégé par une force internationale.

Interprétée comme un revirement quant au refus jusqu'alors des alliés d'envoyer des troupes terrestres faire la guerre au Kosovo, cette mention a failli provoquer la chute du gouvernement italien, où les communistes sont résolument contre toute idée de guerre terrestre.

Il faudra une mise au point dans la soirée pour que la confusion cesse.

Dernier couac en date: l'annonce dimanche toujours par l'OTAN d'un début de pont aérien avec la Macédoine et l'Albanie pour apporter des vivres dans un sens et rapatrier des réfugiés dans l'autre.

Hier en milieu de journée, aucun réfugié n'avait encore été embarqué dans un avion.

Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

forum
DROITS ET LIBERTÉS

Équité entre générations et clauses «orphelins»: des droits à défendre

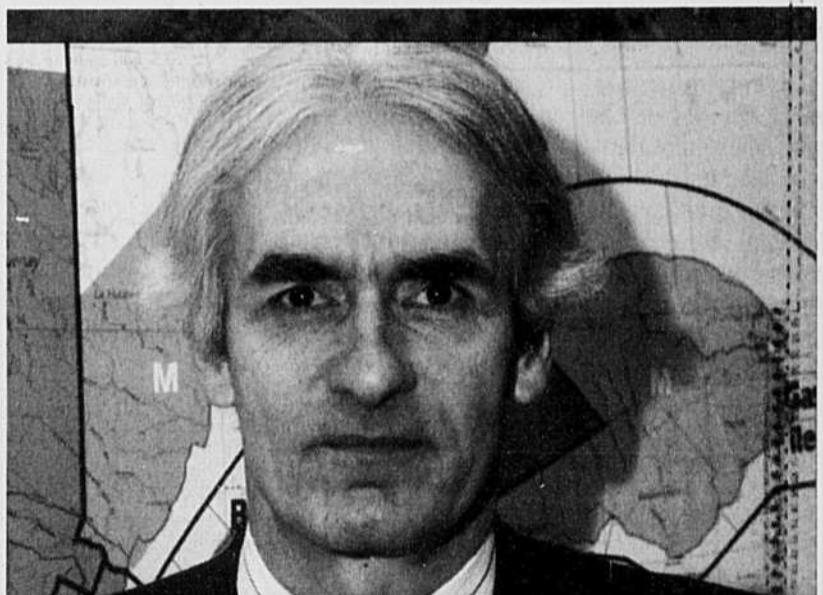
Une législation pour mettre un frein à la prolifération des clauses de contrat de travail à effets discriminatoires? Oui, mais laquelle? Que doit-elle contenir? Comment reconnaître les droits des uns sans nuire aux acquis des autres?

Un débat organisé par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPJ) en collaboration avec Force Jeunesse et Le Pont entre les générations, avec:

M^r Michel Coutu, recherche et planification, CDPJ
M. Éric Morin, Comité des jeunes de la Confédération des syndicats nationaux (CSN)
M^r Manon Savard, Ogilvy Renault
M^r Marie-France Bich, Faculté de droit, Université de Montréal
M. François Rebello, Force Jeunesse

Sous la présidence de M. Claude Filion, président, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Lundi le 12 avril 1999, de 8h 30 à 12h 15
Hôtel de l'Institut du tourisme et de l'hôtellerie du Québec
3535, rue Saint-Denis, Montréal, (Métro Sherbrooke)
Salle Paul-Émile Lévesque
Information : (514) 873-5146, poste 261 Entrée gratuite



GÉRARD BOUCHARD

Gérard Bouchard

La nation québécoise au futur et au passé

essai 12,95 \$

vlb éditeur

Dans cet essai dense et éclairant, Gérard Bouchard nous propose sa vision d'une nation québécoise ouverte à la pluralité culturelle et fondée sur des idéaux partagés.

vlb éditeur
www.edvlb.com

La passion de la littérature

Camps D'été

CAMPS de JOUR ARTISTIQUES

Enfants (à partir de 4 ans) et adolescents

L'École pour tous!

LOUISE LAPIERRE DANSE

Jazz, funky, chanté-dansé, vidéo, mode et théâtre

Autour du cœur du plateau Mont-Royal

(514) 521-3456

montrealmedia.qc.ca/dansell

Été 1999 (4 à 14 ans)

Arts de la scène Vidéo Informatique Photo Sports

Sciences Activités aquatiques Art

Appellez-nous au 514-254-7131, poste 4611.

COLLEGE DE MAISONNEUVE 3800, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec) H1X 2A2

CENTRE D'ÉQUITATION SANS SOUCI INC.

CAMP BILINGUE

- Camp d'été d'équitation pour les 8-17 ans
- Fins de semaines d'équitation au printemps et à l'automne
- Leçons d'équitation pour les adultes commençant en avril

UN PARADIS POUR LES AMATEURS DE CHEVAUX

350 acres de paysage magnifique

30 km au sud de Montréal • 30 ans d'expérience

PORTES OUVERTES CHAQUE FIN DE SEMAINE

1183 route 209, Ste-Clotilde, Qué. J0L 1W0 (450) 826-3772

www.sans-souci.qc.ca

je choisis la «Grande Aventure... en Anglais!»

CAMP D'IMMERSION TOTALE EN ANGLAIS

POUR LES JEUNES DE 6 À 17 ANS

BASE DE PLEIN AIR DU LAC PIMBINA À ST-DONAT

(418) 693-0343 ANGLIAN Télécopieur 1-800-Anglian L'ÉCOLE DE LANGUES (418) 693-8165

CAMP SPORTIF DE JOUR

Séjour Jeunesse

Du 28 juin au 20 août 1999

Pour les 6 à 14 ans

Choix de séjour multisports ou avec cours de natation de la Croix-Rouge

Inscription par téléphone: (514) 343-6160

Ou sur place au comptoir du Service à la clientèle du CEPSSUM

Renseignements: (514) 343-6150

CEPSSUM

Complexe multisports de l'Université de Montréal

2100, boul. Édouard-Montpetit

Édouard-Montpetit

CAMP WABIKON '99

- Le camp international pour filles et garçons de 6-17 ans
- Les sessions de 10-jours, 3 et 6 semaines
- Service d'autobus de Montréal et Ottawa
- Pour recevoir notre dépliant et une liste de références du Québec

- Programme Complet
- Excursion De Canot
- Apprentissage De L'anglais
- Programme De Formation

email: info@wabikon.com
website: www.wabikon.com

Tel: (416) 483-3172

Pour réservation publicitaire, contacter Micheline Ruelland au 985-3322

É D I T O R I A L

Contre la détaxe hors réserves

Le gouvernement du Québec vient de trahir sa parole et de tromper les Québécois en accordant aux Mohawks de Kahnawake des privilèges fiscaux élargis qui vont à l'encontre de sa politique autochtone officielle adoptée il y a tout juste un an. L'entente qui permet aux Mohawks de ne pas payer de taxes sur leurs achats hors réserves devrait être révoquée.

La politique autochtone du gouvernement du Québec, publiée le 2 avril 1998, comportait un chapitre sur la fiscalité qui, pour audacieux qu'il était, avait été fort bien accueilli. Le ministre Guy Chevrette proposait une approche qui permettrait de respecter l'exemption fiscale personnelle accordée par la Loi sur les Indiens aux membres des communautés autochtones tout en étant plus équitable à l'endroit des autres citoyens.

Cette politique prévoyait que l'on en vienne, avec l'accord des leaders autochtones, au plein paiement des taxes perçues lors des achats effectués aussi bien dans les réserves que hors réserves autant par les autochtones que les non-autochtones. Québec promettait de remettre aux communautés amérindiennes le produit des taxes payées par leurs membres, ces montants pouvant être réinvestis dans le développement local des communautés.

L'entente sur la fiscalité signée mardi entre Québec et le conseil de bande de Kahnawake propose de faire exactement le contraire.

L'entente prévoit que, dans la réserve, seuls les non-autochtones vont payer les taxes de vente, le conseil de bande étant autorisé à conserver le produit de cette taxe pour le réinvestir dans la communauté. L'idée que les autorités amérindiennes conservent le produit des taxes perçues sur leur territoire n'est pas mauvaise. Sauf que l'entente perpétue une double norme difficilement applicable.

Mais surtout, la même entente permet, grâce à un système de cartes magnétiques, d'élargir l'exemption personnelle des Mohawks sur l'achat de biens dans des magasins situés à l'extérieur de Kahnawake.

Dans sa politique autochtone, Québec voulait amener progressivement les amérindiens à payer des taxes, ce qui aurait pour conséquence d'éliminer à long terme la concurrence déloyale dont sont victimes les non-autochtones vivant à proximité des réserves. Par cette entente, Québec cautionne au contraire et même élargit le privilège accordé aux Amérindiens. Il aggrave le problème d'iniquité au lieu de le résorber.

De plus, on peut supposer que ce privilège attirera les envieux. Après le trafic de cigarettes, assisterons-nous au trafic de cartes magnétiques? Mais surtout, Québec veut se servir de cette entente comme d'un précédent et l'appliquer aux autres communautés autochtones dans l'ensemble du Québec. Au lieu de progresser, nous régresserions.

Le plus étonnant, c'est que Québec élargisse l'exemption fiscale à l'extérieur des réserves au moment où la Cour suprême du Canada, dans un jugement rendu en juin dernier, a confirmé le droit des gouvernements provinciaux d'imposer une taxe de vente aux Indiens lorsqu'ils font leurs achats hors réserves.

On comprend que cette entente est le fruit d'un compromis qui permet à Québec de contrer théoriquement d'autres formes d'évasion fiscale. Mais en réglant un problème technique de perception des taxes, il accentue un problème social et politique en perpétuant et en élargissant des privilèges fiscaux qui n'ont plus lieu d'être à notre époque.

Ayant signé au total dix ententes dont certaines accordent aux Mohawks des compensations financières importantes et des pouvoirs élargis, Québec pouvait offrir à Joe Norton une contrepartie suffisante sans avoir à cautionner une pratique inéquitable que l'on devrait chercher plutôt à éliminer.

mvenne@ledevoir.ca

Ouvrir... en se refermant

Le Québec et l'Ontario jouent au chat et à la souris dans le dossier frontalier de la mobilité de la main-d'œuvre. Dans les deux cas, c'est au nom du libre-échange qu'elles se dénoncent mutuellement pour avoir érigé, au fil des ans, des barrières commerciales destinées à protéger les marchés et les emplois.

Depuis jeudi dernier, le gouvernement Harris donne suite à une menace vieille de quelques années et que la perspective d'élections printanières est venue raviver. A moins d'un accord rapide, il sera dorénavant interdit aux entrepreneurs québécois de postuler pour la réalisation de projets gouvernementaux ontariens. Dur coup pour les travailleurs de l'Ontario pour qui le marché de l'Ontario est essentiel et qui, faute de posséder les fameuses cartes de compétence exigées de ce côté-ci de la frontière, ne peuvent pas non plus travailler chez eux.

On estime à quelque 6000 le nombre de Québécois qui gagnent leur vie sur les chantiers de la province voisine et à 1000 le nombre d'Ontariens qui travaillent sur les chantiers du Québec. Cette disparité tient au marché lui-même, mais aussi aux exigences posées par le Québec à l'égard des entreprises et des travailleurs, le Québec ayant rétabli depuis quelques années sa réglementation pointilleuse sur le marché résidentiel.

En matière de liberté de commerce, l'Ontario n'est pas la vierge offensée qu'elle prétend être et son dossier est loin d'être sans tache, comme l'a rappelé le ministre Bernard Landry. Cela dit, pour ce qui est de l'industrie de la construction, c'est au gouvernement du Québec qu'il revient surtout de mettre de l'eau dans son vin, non seulement parce que les ouvriers et les constructeurs d'ici font plus d'affaires en Ontario que l'inverse, mais aussi parce que le Québec est vraiment une province plus réglementée et donc, plus protectionniste dans le secteur de la construction. C'est là le résultat de concessions faites par Jacques Parizeau à ses alliés syndicaux pendant son bref passage à la tête du gouvernement. C'est lui qui a rétabli la syndicalisation obligatoire et les fameuses cartes de compétences dans un secteur résidentiel qui s'en passait fort bien depuis leur abolition par les libéraux quelques années plus tôt. Une décision simplement malheureuse alors qu'il existait d'autres moyens moins coercitifs pour protéger les consommateurs.

Malgré une entente intervenue avec l'Ontario en 1995 grâce à laquelle les entreprises devaient avoir accès aux projets dans les deux provinces, la guerre s'est poursuivie sur les chantiers. Et si on peut affirmer que l'Ontario a tort d'agir de façon unilatérale et sans préavis en interdisant aux entrepreneurs du Québec de soumissionner pour des projets gouvernementaux, le Québec sait bien de son côté que ses règlements ont un effet protectionniste certain.

Si le Québec veut réellement une entente avec ses voisins, il ne pourra pas maintenir de façon intégrale les règles contraignantes qui prévalent dans la construction. L'idée d'une zone tampon n'est pas à rejeter, mais on comprend qu'elle ne pourra voir le jour sans heurter brutalement les puissants syndicats de la construction et quelques entreprises locales soudainement victimes de la concurrence des Ontariens dont les coûts de fabrication sont moins élevés.

jrsansfacon@ledevoir.ca

LE DEVOIR

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON
Rédacteur en chef adjoint MICHEL VENNE
Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
PIERRE CAYOUILLE, NORMAND THÉRIAULT
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ

LE PRINTEMPS CANADIEN...



LETTRES

L'université au service de l'État

La rhétorique utilisée par Lucien Morin dans son texte publié dans *Le Devoir* du 26 mars dernier ne me convainc pas. J'ai, entre autres choses, beaucoup de difficulté à suivre M. Morin lorsqu'il décrit l'université comme «un phare lumineux et sécurisant sur notre horizon culturel, au service des personnes et des communautés».

Les universités n'ont jamais été des phares lumineux au service des personnes et des communautés. Les universités reflètent simplement avec une grande acuité les sociétés dans lesquelles elles s'inscrivent et c'est pourquoi on y retrouve de grands hommes comme de plus petits.

Les universités ont toujours été au service des groupes sociaux dominants, l'Église catholique et la noblesse au Moyen-Âge, l'Église catholique et les bleus jusqu'à il y a peu au Québec.

Actuellement, l'université québécoise est au service de l'État et l'État, j'en ai bien peur, est encore et toujours plus au service de ceux qui possèdent le pouvoir économique et financier. Ça n'a rien de neuf et ça ne sert à rien de crier au loup quand il a toujours couché avec le berger.

Par ailleurs, les professeurs de philosophie se leurrent s'ils pensent qu'ils n'ont pour devoir que celui de poursuivre des recherches et de l'enseignement à l'intérieur d'une tour d'ivoire. Premièrement, les professeurs de philosophie ne sont pas plus que n'importe quel autre être humain porteurs

des valeurs et de la richesse de leur civilisation.

Ensuite, c'est d'abord et avant tout par leur implication sociale que les universitaires peuvent justifier leur existence et les professeurs de philosophie leur titre de philosophe. La plupart des grands penseurs modernes sont d'abord des gens de sciences et d'agir dans la cité et, de fait, les vrais, les grands philosophes et les grands penseurs ont toujours été impliqués d'une façon ou d'une autre dans leur milieu: Socrate, Aristote, Platon n'étaient pas des inconnus chez eux, ce que sont malheureusement la plupart des professeurs de philosophie.

J'aimerais assez voir nos professeurs de philosophie rencontrer des groupes de chômeurs ou d'assistés sociaux et essayer de comprendre leurs problèmes et leur vision du monde.

Malheureusement, j'ai bien souvent l'impression de ne entendre parler les professeurs de philosophie que lorsque leur situation économique est menacée. Peut-être est-ce une mauvaise impression?

Comme j'aimerais que les professeurs de philosophie puissent, non seulement par leurs écrits mais par leur implication dans la cité, la dissiper!

Claude Guay
Sherbrooke, 27 mars 1999

L'horreur boréale

J'ai vu le film, *L'Erreur boréale*, un dimanche soir à Télé-Québec. Et j'ai pleuré. De rage et d'horreur. De désespoir, surtout. Ce que vous décrivez, je le vois à chaque fois que je vais à mon chalet à Saint-Michel-

des-Saints. Mon lac agonise, les pourvoires et les ZEC, à côté, sont massacrées, le Centre écologique (I) de l'UQAM tout près est un désert mal camouflé. C'est désespérant. Mais bien plus désespérant encore, c'est de constater l'ampleur du désastre.

J'ai pleuré parce que la vision qui me terrorisait depuis ma jeunesse est devenue réalité. C'est bien qu'enfin quelqu'un parle. Ça fait si longtemps que je fais rire de moi quand je sonne l'alarme dans mon entourage! On dit que je suis contre le progrès. Or, ces images hurlaient comme un cauchemar. Ce qu'on a montré, ce n'est pas du progrès, c'est de la décadence. Ce film aurait dû s'appeler *L'Horreur boréale*.

Les gouvernements qui donnent nos forêts et les compagnies forestières qui les exploitent (avec nos subventions!) n'en ont rien à faire de comprendre la dynamique d'une forêt. Parce que la préoccupation de sa survie n'est qu'une variable encombrante dans leurs bilans. C'est comme le facteur humain dans une équation comptable.

La forêt c'est bien plus qu'une ressource. Elle vit pour elle-même. Son utilisation pour nos propres besoins n'est un privilège qui comporte aussi une lourde responsabilité. Nous en avons la garde, mais nous n'avons pas le droit d'en abuser au même titre et pour les mêmes raisons que nous nous exploitons de tuer. Et s'il faut absolument parler d'exploitation, c'est pure folie de laisser faire sans rien dire. C'est du délire. Parce qu'ultimement — faut-il le souligner? — c'est notre propre survie qui est en jeu. Pas de forêt, c'est la mort pour nous tous!

Lucie Inkel
Montréal, 28 mars 1999

REVUE DE PRESSE

Cinquante bougies

L'OTAN fête ses cinquante ans ce mois-ci. Les réjouissances seraient de mauvais goût, vu la situation en Yougoslavie. Il est par contre permis de réfléchir sur l'évolution de l'Alliance.

CLAUDE LÉVESQUE
Le Devoir

«Il est rare qu'une alliance puisse célébrer son cinquantenaire. Surtout lorsqu'elle a été conclue initialement pour vingt ans. A plus forte raison quand l'adversaire contre lequel elle s'est constituée a disparu corps et biens.» Dans *Le Monde* du 28 mars, André Fontaine rappelle le contexte dans lequel l'OTAN s'est formée. Après la Deuxième Guerre mondiale, le monopole nucléaire des Américains limite la marge de manœuvre des Soviétiques, mais on redoute la supériorité de ces derniers en armes «classiques». Afin de se protéger contre cette menace, «le renversement d'alliances allait être fort rapide. Alors que le traité franco-britannique signé en mars 1947 est encore expressément dirigé contre l'Allemagne, celui de Bruxelles qui, un an plus tard, l'étend au Bénélux, l'est «contre toute agression».

Mais l'Europe occidentale, en proie à une «situation économique et sociale dramatique», engagée de surcroît dans des aventures coloniales en Asie, ne peut se défendre seule. D'où l'idée que seul l'engagement américain peut rendre crédible la défense de l'Europe occidentale. L'article se termine par cette conclusion intéressante: «Paradoxalement, les troupes de l'Alliance, qui ne se sont jamais servi de leurs armes pour protéger les territoires qu'elles ont mission de défendre, les emploient aujourd'hui, sans autorisation de l'ONU, dans une région exté-

rieure à celles qu'elle couvre: la Yougoslavie. Qu'un tel changement de perspectives soit intervenu sans contestation majeure au sein de l'Alliance est un signe des temps.»

«Pourquoi les bombes pleuvent-elles sur Belgrade?», se demande dans la même veine le quotidien italien *La Repubblica*. «Simplement, logiquement, parce que les Français et les Britanniques ont voulu montrer, dans la foulée du [sommet franco-britannique du] 4 décembre 1998, qu'ils peuvent faire exister l'Europe au Kosovo, qu'ils peuvent faire de cette crise le baptême de l'Europe-puissance.» Cette guerre contre la Serbie en cache une autre qui est politique plutôt que militaire, souligne le chroniqueur Bernard Guetta. C'est «la guerre que l'Europe mène depuis quarante ans contre elle-même et contre les États-Unis pour s'imposer en tant qu'acteur sur la scène internationale, en tant que puissance et partenaire et non plus simplement comme créature de l'Amérique».

Guetta situe la date-charnière au 4 décembre dernier: Réunis à Saint-Malo, Tony Blair, Jacques Chirac et Lionel Jospin ont alors jeté les bases de l'Europe de la Défense, «condition sine qua non de l'Europe politique». «L'Europe, dit leur communiqué conjoint, doit montrer une capacité d'action autonome, posséder une force militaire crédible ainsi que les moyens de l'utiliser, et être prête

à le faire.» C'était au lendemain de la mise en marche de l'euro. Avec ce changement, les Britanniques ont commencé à prendre au sérieux le vieux rêve français d'une Europe qui soit autre chose qu'un porte-voix de l'Amérique. La situation était mûre parce que la France a préparé son retour au commandement intégré de l'Alliance atlantique, duquel de Gaulle l'avait retirée en 1966 dans un désir d'affranchissement par rapport aux États-Unis.

«La mère de tous les Parlements s'apprête-t-elle à accoucher d'une portée de petites législatures?» Il y aura bientôt des élections au pays de Galles et en Écosse. L'Irlande du Nord possèdera également son Parlement si l'accord de paix du Vendredi saint 1998 tient le coup. Et l'Angleterre? Il y aura manifestement asymétrie si toutes les régions du Royaume-Uni, sauf la plus peuplée, disposent d'un nouveau palier de gouverne-

ment. Est-ce un mal, y a-t-il lieu d'y méditer? se demande *The Economist* dans un article intitulé *Le Fédéralisme en Grande-Bretagne*. «L'Europe du gouvernement Blair consiste à créer des «Agences de développement régional», qui ne seront pas élues mais qui pourraient se transformer en gouvernements régionaux si la population anglaise en manifeste le désir. *The Economist* salue cette idée, avec des réserves. «Ce serait une dévolution de pouvoirs dans un État qui est trop centralisé. Actuellement, l'Angleterre est gouvernée selon le principe voulant que l'homme de Whitehall sait ce qui est

bon.» La décentralisation est contraire à la tradition britannique, note l'hebdomadaire, tout en reconnaissant que cette tradition a déjà été mise à mal par la cession de pouvoirs législatifs et constitutionnels à l'Union européenne. La création d'assemblées régionales en Angleterre pourrait clarifier la répartition des pouvoirs entre les trois niveaux de gouvernement qui seraient: Bruxelles, Westminster et les régions. *The Economist* met cependant Tony Blair en garde contre la tentation de créer de nouvelles charges politiques, de nouveaux postes de fonctionnaires et de nouvelles tranchées bureaucratiques sans en supprimer. «À long terme, le gouvernement central devrait envisager la mise en œuvre de normes nationales dans des domaines comme l'éducation, la santé et la formation de la main-d'œuvre [le soleil ne ne couche-t-il donc jamais sur l'empire des chicanes constitutionnelles à la canadienne?] quitte à encourager les expériences au niveau local. Bien sûr, les gouvernements locaux pourraient faire des erreurs monumentales, mais ils pourraient également faire de brillantes innovations.» Les traditionalistes déplorent le remplacement des comités par des entités affublées de noms prosaïques comme «Région de l'Est», tandis que les eurosceptiques constatent avec effroi que la régionalisation de l'Angleterre coïncide avec le concept d'une «Europe des régions». Une façon pour l'UE de découper la Grande-Bretagne en petits morceaux pour mieux la dévorer? Les partisans de la régionalisation soulignent l'urgence de corriger les disparités économiques entre le sud-est de l'île et les autres régions, dont certaines figurent parmi les plus pauvres de l'Union européenne.

La presse



du monde

IDÉES

Grève dans les centres de la petite enfance

Pour une reconnaissance immédiate des éducatrices en garderie

Nos tâches se complexifient sans cesse, mais personne ne veut entendre parler d'une amélioration de nos conditions salariales

ELENA BEAUCAGE
FLAVIA PELLISSIER
Éducatrices à Frisson de Colline
JACQUELINE HEPKAZO
Éducatrice à Querbes

Nous avons lu à quelques reprises dans les pages des quotidiens que les inscriptions aux programmes de techniques de garde des cégeps de la région montréalaise sont en baisse de 30 %. Cela inquiète apparemment les fonctionnaires du ministère de la Famille et de l'enfance qui, justement, s'approprient à créer 6000 postes d'éducatrice d'ici quatre ans. Selon l'analyse de Pierre Mathieu, du Service régionale des admissions de Québec, il s'agit d'une profession « qui n'est pas très bien reçue ». Ce manque flagrant de reconnaissance est relié entre autres au faible taux de rémunération. Logiquement, on s'attendrait à ce que les fonctionnaires pensent à revoir la hausse des salaires... Or rien de tel n'est envisagé: on propose de dévaloriser davantage la profession en abaissant les exigences académiques. «Après tout, ça ne prend pas la tête à Papineau pour garder des enfants!», semblent suggérer ces responsables du ministère.

Voilà un argument qui va contribuer à renforcer l'image erronée que l'on se fait dans certains milieux de notre profession. Rectifions une fois pour toutes. En quoi consiste le travail d'éducatrice en garderie? Si l'on s'en tient à la définition du guide du ministère, une éducatrice en garderie doit «favoriser le développement physique, intellectuel, affectif, social et moral des enfants». (Répertoire 1998-99, page 7). En outre, elle doit «offrir un programme éducatif adapté à l'âge des enfants et à la période pendant laquelle ils fréquentent le service de garde.» (ibid.)

Dans les garderies éducatives, on ne s'occupe pas uniquement de nourrir les enfants et de leur changer la couche. Un robot pourrait s'acquitter de telles tâches, techniquement parlant. Mais pour le petit de l'homme, même les besoins de base comportent un aspect affectif et éducatif; on inculque à l'enfant de bonnes habitudes alimentaires, des notions d'hygiène et des principes de sécurité. La moindre sortie, en plus de l'occasion de jouer au grand air, nous permet de favoriser l'autonomie de chacun à travers l'apprentissage de l'habillage, du respect des consignes et de petites responsabilités.

Ces soins de base offrent autant d'occasions d'échanges verbaux entre l'adulte et l'enfant, d'encoura-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR
«L'art d'éduquer en préscolaire consiste à donner à l'enfant le goût d'apprendre et éveiller sa curiosité.»

gement, d'échanges sociaux entre les pairs. Mais, si importante soit-elle, l'acquisition de ces habiletés quotidiennes ne constitue qu'une partie de la vie de l'enfant en garderie. À l'âge préscolaire, les enfants ont besoin de se développer globalement, à leur manière, par le jeu. Ils sont dans une phase où ils construisent ou échafaudent leurs apprentissages: langage, motricité, notions spatio-temporelles, perceptions sensorielles, éveil à la lecture et, bien sûr, compétences sociales.

L'art d'éduquer, en préscolaire comme à l'école, consiste à offrir un milieu qui donne à l'enfant le goût d'apprendre, qui éveille sa curiosité, qui le met en appétit sans le gaver. Cependant, l'environnement seul ne suffit pas, il faut que l'enfant soit en relation avec des adultes aimants et soucieux de le comprendre, des adultes capables d'accepter l'expression de ses sentiments et de ses émotions et de l'aider à les canaliser. Il ne s'agit pas d'occuper les enfants mais de leur offrir un milieu d'apprentissage qui ait du sens pour eux. Il ne faut pas ou-

blier que ce travail se fait en collaboration avec les parents. Il faut donc aussi être à l'écoute des adultes, être en mesure de les appuyer dans leur tâche éducative et de les aider à trouver des solutions car, parfois, la vie de groupe s'avère un révélateur de petites difficultés temporelles chez l'enfant.

Nous prétendons que ce travail demande des qualifications, d'ailleurs exigées par le ministère, et aussi des qualités personnelles. Nous continuons à améliorer notre formation année après année pour mieux répondre aux exigences de plus en plus complexes de l'emploi. La famille change et les enfants ont d'autres besoins que ceux d'il y a 30 ans. On nous demande d'intégrer les enfants handicapés et de franciser les petits immigrés pour les préparer à l'école; les CLSC nous envoient des enfants qui vivent des problèmes psychosociaux.

On parle de plus en plus de prévention avant l'entrée des enfants à l'école. Les tâches se complexifient sans cesse. Certains prétendent que notre travail est admirable, «impayable», une sorte de vocation pour laquelle les intérêts basement matériels n'entrent pas en ligne de compte. D'autres considèrent notre travail comme du simple gardiennage. Mais les uns et les autres sont d'accord sur un point: il ne faut surtout pas revendiquer de meilleures conditions salariales. A part les déjà légendaires gardiens de zoo, qui gagnent davantage que les éducatrices, il y a les préposés aux vestiaires du casino, qui ont un salaire supérieur au nôtre...

Est-ce à dire que dans notre société, on accorde plus de valeur à un vêtement qu'à un enfant de 0-5 ans? Le fait que le commun des mortels qui ne connaît pas la nature de notre travail raisonne de la sorte, cela pourrait à la rigueur s'expliquer. Mais que les gens qui prétendent se soucier du bien-être et du développement de l'enfant, comme ceux qui travaillent au ministère de la Famille et de l'enfance, partagent cette ignorance nous semble non seulement incongru mais tout à fait scandaleux.

Dans les années 70, les éducatrices ont lutté pour le droit des femmes à un réseau universel et gratuit de garderies ainsi que pour des locaux convenables. Pendant les années 80, elles ont continué à lutter pour l'obtention des congés de maternité, de l'assurance collective, des subventions à la formation. Les années 90 voient ces mêmes éducatrices lutter pour leur reconnaissance sociale et pour des salaires décentes.

De nos jours, elles n'ont toujours pas de salaires décents ni de régime de retraite, et encore moins d'équité salariale... Ça fait 20 ans qu'elles se battent pour l'amélioration de leurs conditions de travail, patiemment. Mais la patience a des limites. C'est le temps pour le gouvernement de respecter ses promesses et de leur donner leur dû. Maintenant.



Chantal Hébert

De La Manic à L'Erreur boréale

À lire la réplique que donnait ces derniers jours le ministre québécois des Ressources naturelles au documentaire *L'Erreur boréale*, on se doute que la discolore de M. Jacques Brassard doit faire plus de place aux œuvres de jeunesse de Georges Dor qu'à celles plus contemporaines de Richard Desjardins. Il y a un gouffre de trente ans entre *La Manic* du premier et *L'Erreur boréale* du second mais il est loin d'être apparent que M. Brassard et son gouvernement en ont vraiment mesuré l'ampleur.

En d'autres temps, plus lointains, le texte de Georges Dor aurait pu être la lettre d'un bâtisseur de cathédrales à sa douce... Ou encore, à une époque plus rapprochée, la complainte du soldat qui se dévoue dans les tranchées pour assurer la défense de sa patrie.

La Manic transpire la mélancolie mais on y chercherait longtemps l'ombre d'un doute quant à la noblesse de l'entreprise qui motive l'éloignement qu'elle exprime avec tant d'éloquence. Ayant respiré à pleins poumons l'air d'un temps où il suffisait que l'État québécois en plein essor désigne un chantier pour qu'il devienne une incontournable grande corvée nationale, M. Brassard se retrouve aujourd'hui une révolution en retard.

Point n'est besoin d'avoir regardé six fois *L'Erreur boréale*, comme l'ont apparemment fait certains de ceux qui ont voulu lui donner la réplique, pour comprendre que le gouvernement québécois n'a plus le monopole de la définition de «l'intérêt supérieur» du Québec. Des belles heures de la Révolution tranquille, M. Brassard aurait été mieux avisé de retenir qu'au Québec, les poètes ont plus souvent donné le pas aux politiques que l'inverse.

Cela lui aurait évité de prendre le ton d'un censeur militaire en accusant Richard Desjardins de désertion le front de l'avancement du peuple québécois avec son requête. En son, la notion de ce que la place d'un poète «engais» soit automatiquement sous les drapeaux, même quand on plante ces derniers en pleine vase, sent davantage la conscription que la mobilisation. Surtout, ce faisant, le ministre Brassard brandit une cruche qui est allée à l'eau tellement souvent qu'elle coule désormais de partout. Il y a à peine une dizaine d'années, le gouvernement libéral de Robert Bourassa ne se réclamait-il pas de la même thèse pour défendre son projet de mettre le projet de Grande-Baleine en chantier envers et contre les arguments des Cris et des écologistes? Alors ministre fédéral de l'Environnement, Lucien Bouchard avait manifestement une autre opinion de la valeur de l'argument que son gouvernement recycle aujourd'hui. À l'époque, ce genre de plaidoyer ne l'avait pas empêché de forcer le Québec à remettre l'ouvrage de Grande-Baleine sur le métier. Dans sa réplique à Richard Desjardins, le ministre Brassard invoque le dossier de la chasse aux loups marins pour illustrer tout le préjudice que *L'Erreur boréale* pourrait, selon lui, causer à l'industrie québécoise du bois sur la scène internationale.

En voyant Richard Desjardins en nouvelle Brigitte Bardot, le ministre Brassard montre au moins qu'il ne manque pas d'imagination, seulement de pertinence. La pénurie de la ressource n'a jamais été invoquée à l'appui de la défense des phoques. Les partisans des loups marins sont étrangers à cette industrie et indifférents à ceux qui en vivent. L'avenir de cette dernière n'a rien à voir avec leurs convictions. Et on n'a vu ni les Madelinots ni aucune autre communauté associée à la chasse faire ne serait-ce qu'un bout de chemin avec ses détracteurs.

M. Brassard se trompe quand il attribue au seul caractère pamphlétaire de *L'Erreur boréale* son impact actuel. Au-delà des images-chocs, ce qui amplifie le débat, ce sont les échos qu'il a trouvés à l'échelle du territoire québécois y compris parmi les premiers concernés par l'industrie. Le problème du ministre, c'est que *L'Erreur boréale* fait scandale à la campagne comme à la ville, à la forêt comme rue Saint-Denis et que les questions que le film soulève mobilisent autant l'évêque d'Amos et la députée libérale de Bonaventure que les amateurs d'*espresso* du centre-ville de Montréal.

Le Québec a perdu des batailles internationales récentes sur des fronts comme l'hydro-électricité et l'aménagement notamment parce qu'il a trop souvent eu le mauvais réflexe de commencer par nier en bloc la légitimité des inquiétudes de ses détracteurs, estimant à tort qu'une bonne attaque était un substitut acceptable à une défense crédible. On retrouve aujourd'hui cette même tendance à refuser d'emblée de concéder un pouce sur le fond dans le dossier de *L'Erreur boréale*. Pourtant, tout indique que le gouvernement du Québec n'est pas à la veille de cesser de se voir de plus en plus interpellé sur les fondements de l'équation qu'il fait entre développement économique et épanouissement national.

Ces jours-ci, Richard Desjardins fait le procès de sa gestion des forêts. La Coalition Sauve-Eau, Suzanne Jacob, Gilles Vigneault et Richard Séguin en tête, tape à coups de textes percutants sur les projets de développement d'une industrie québécoise de l'eau. Et voilà même que Daniel Pinard promet de mettre ses fourneaux médiatiques au service des produits de qualité en disant qu'il faut cesser de «transformer la campagne québécoise en succursales des multinationales».

Au début de cette année, le rouleau-compresseur de l'intérêt supérieur du Québec s'était déjà embourbé dans le chantier de la ligne Hertel-des-Cantons. Cahin-caha, il revient en piste pour *L'Erreur boréale*.

Peut-être serait-il temps de le rentrer au garage pour une sérieuse mise au point avant que le gouvernement de M. Bouchard ne se retrouve en panne pour de bon.

Chantal Hébert est correspondante à Montréal pour le quotidien The Toronto Star.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs et lectrices. Nous vous demandons de limiter votre contribution à 1000 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel (redaction@ledevoir.com), mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

L'effet Charest... une conclusion

Les électeurs sont sensibles au battage médiatique entourant l'arrivée d'un nouveau chef, mais votent en fonction de facteurs plus lourds

RICHARD NADEAU
ÉRIC BÉLANGER

Département de science politique,
Université de Montréal

«Je vous le dis tout de suite, l'appui au Parti libéral va baisser.»

— Jean Charest, avril 1998

«On va commencer la campagne nez à nez avec le PQ.»

— Jean Charest, septembre 1998

Le dernier, à pareille date, plusieurs observateurs se risquaient à prédire que l'arrivée de Jean Charest à la tête du Parti libéral du Québec allait entraîner presque à coup sûr la défaite du gouvernement Bouchard et provoquer un bouleversement durable de l'échiquier politique québécois. Neuf mois plus tard, la performance jugée décevante de Jean Charest et la volatilité apparemment exceptionnelle de l'électorat québécois étaient invoquées pour expliquer la réélection du Parti québécois. Ces analyses ont manqué de perspective. Au Québec comme ailleurs, les électeurs sont sensibles au battage médiatique entourant l'arrivée d'un nouveau chef mais votent finalement en fonction de facteurs plus lourds.

L'effet Charest a-t-il été unique?

Il y a un an, nous écrivions que «le pari selon lequel Jean Charest pourrait mener les troupes libérales à la victoire grâce à une très nette domination sur Lucien Bouchard semble risqué» (*Le Devoir*, 13 mars 1998, page A 11). Cette conclusion s'appuyait sur trois observations tirées de l'étude des résultats électoraux au Québec, au Canada et à l'étranger.

Premier constat, l'effet de l'arrivée d'un nouveau chef à la tête d'un parti tend à être de courte durée, surtout quand ce nouveau leader prend la tête d'un gouvernement impopulaire ou d'un parti affrontant un gouvernement dont les électeurs sont satisfaits.

Deuxième constat, la satisfaction envers les gouvernements sortants exerce une influence plus déterminante sur le résultat des élections que la popularité des chefs, les électeurs étant portés à réélire les gouvernements dont ils sont satisfaits même si le chef de l'opposition est plus populaire que le premier ministre et à défaire les gouvernements dont ils sont insatisfaits même si le premier ministre est plus populaire que le chef de l'opposition.

Troisième constat, la satisfaction envers les gouvernements dépend pour beaucoup de la conjoncture économique, les chances de réélection d'un gouvernement étant plutôt bonnes si l'économie va bien au terme d'un premier mandat et très minces si la grogne économique et le désir de changement se conjuguent après un second.

Le gonflement spectaculaire et le tassement éventuel des appuis électoraux d'un parti ayant porté à sa tête un

nouveau leader n'ont rien d'exceptionnel. De nombreux chefs, premiers ministres ou leaders de l'opposition ont vu la popularité de leur parti fondre rapidement après la période d'état de grâce suivant leur arrivée en scène. Le départ de Pierre Trudeau et son remplacement par John Turner en juin 1984 ont transformé un retard de 22 points (32 à 54 %) pour le PLC en une éphémère avance de 11 points (49 à 38 %). Le PC de Kim Campbell a entrepris la campagne fédérale de 1993 à égalité avec le PLC (35 à 35 %) après avoir comblé le retard de 28 points (21 à 49 %) qu'il accusait au moment de la démission de Brian Mulroney. Aux États-Unis, Michael Dukakis a brièvement disposé d'une avance de près de 20 points dans les sondages avant de subir la défaite avec un recul de sept points aux dépens de son adversaire George Bush à l'élection présidentielle de 1988. Ces leaders malheureux ont donc vécu la même expérience, celle de subir la défaite — cuisante pour Turner et Campbell — après avoir temporairement bénéficié d'un niveau d'appuis artificiellement élevé compte tenu du niveau de satisfaction du gouvernement dont ils prenaient la direction ou qu'ils devaient combattre.

Le cas Charest participe de cette dynamique. À l'automne de 1997, le PLQ disposait d'une légère avance sur le PQ. La crise du verglas de janvier 1998 a cependant permis au PQ de reprendre le dessus, une situation qui a alimenté les rumeurs d'élections hâtives et précipité le départ de Daniel Johnson et son remplacement par Jean Charest. Au plus fort de l'effet Charest, le PLQ a disposé d'une avance de 22 points (59 à 37 %), un écart important, certes, mais qui paraît loin d'être exceptionnel si on garde à l'esprit que le PLQ a régulièrement obtenu plus de 60 % d'appuis et devancé le PQ par 30 à 40 points au milieu des années 80.

L'effacement progressif de l'avance du PLQ ne paraît pas non plus un phénomène exceptionnel compte tenu de la configuration des facteurs «lourds» qui prévalait au cours des mois ayant précédé le scrutin du 30 novembre dernier. À la veille des élections, la satisfaction à l'égard du gouvernement Bouchard était relativement élevée (environ 55 %) et le taux de chômage avait chuté de plus de deux points de pourcentage depuis l'arrivée au pouvoir du PQ en 1994.

ÉLECTION	Appui réel obtenu par le PLQ (%)	Appui prédit par le modèle (%)
1973	55	55
1976	34	35
1981	46	44
1985	56	55
1989	50	52
1994	44	43
1998	44	45

L'élection du 30 novembre constitue-t-elle une anomalie?

Pour vérifier si le vote accordé au PLQ en novembre dernier s'explique par les mêmes facteurs qui ont agi sur l'appui à ce parti dans le passé, nous avons utilisé un petit modèle où le vote reçu par le PLQ dépend de la satisfaction envers le gouvernement et de l'évolution du taux de chômage durant le mandat qui vient de s'écouler. [Voir tableau]

Ce tableau montre que les prédictions de ce modèle collent de près aux résultats observés des sept dernières élections québécoises pour lesquelles nous disposons de données sur la satisfaction envers le gouvernement. Le cas des élections de 1998 est révélateur. Le vote prédit par le modèle, 45 %, est très voisin de la performance du PLQ (44 %) obtenue à ce scrutin. L'appui reçu par le PLQ le 30 novembre dernier ne constitue donc pas une «anomalie» à la lumière des facteurs qui ont influencé les élections au Québec depuis un quart de siècle.

Erreur de perspective

Les analyses *ex post* et *ex ante* de l'effet Charest ont possiblement commis la même erreur de perspective, celle d'accorder trop de poids à l'impact des leaders sur les choix politiques. En ce sens, les citations en début d'article permettent de croire qu'un des analystes les plus lucides de l'effet Charest a peut-être été Jean Charest lui-même. Une analyse des élections au Québec et ailleurs montre que la variable clé expliquant la réélection des gouvernements sortants est la satisfaction envers leur performance, dont le niveau apparaît largement déterminé par la conjoncture économique. Cette explication est moins «spectaculaire» que les analyses annonçant la campagne du siècle ou mettant l'accent sur les duels de chefs et les stratégies électorales, mais elle colle probablement mieux aux faits. Ce rappel permet peut-être d'espérer que la prochaine campagne au Québec portera davantage sur le bilan du parti gouvernemental et le programme des formations politiques aspirant à le remplacer que sur la personnalité des chefs de parti.

Note: ce modèle porte sur les sept élections pour lesquelles nous disposons de données sur la satisfaction envers le gouvernement. Le modèle indique que l'appui reçu par le PLQ au cours de cette période a été lié à la satisfaction envers le gouvernement libéral (ou l'insatisfaction envers le gouvernement péquiste) et à l'évolution du chômage depuis les élections précédentes. Un troisième facteur possible, la popularité du chef, n'a pas été inclus dans ce modèle car il n'avait pas d'impact systématique sur le vote.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapiere (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (vie urbaine), Yves d'Avignon (sports); Paule des Rivières (éducation); Jean Dion, Louis-Gilles Francœur (environnement); Judith Lachapelle, Louise Leclerc, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales); Caroline Montpetit, Isabelle Paré (santé); Jean Pichette (justice); Odile Tremblay (horizons); Michel Garneau (cartooniste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Duchos et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Belair (responsable), Stéphane Baillargeon (théâtre, danse), Paul Cauchon (médias); Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles); Brian Myles (cinéma); Jean-Pierre Legault, Clément Trudel (musique); à l'information économique: Gérard Bétré (adjoint au directeur de l'information), Robert Dufresne, Benoît Munger, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), Guy Taillefer (éditorialiste); Claude Lévesque; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cornélius (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Gilles Lesage (correspondants parlementaires à Québec); Michel Venne (correspondant parlementaire et éditorialiste à Québec); Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Julie Tremblay, Marie-Claude Petit (comptes); La documentation: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Sergio Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Martine Dubé (directrice); Daniel Barbeau (directeur adjoint); Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslaine Côté, Marlene Côté, Louane Lamotte, Christiane Legault, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Chantal Rainville, Micheline Ruellan, Sébastien Saint-Hilaire (publicitaires); Manon Blanchette-Turcotte, Geneviève Landry, Sylvie Laporte, Micheline Turgeon; Martine Berubé (secrétaire); LA PRODUCTION Jocelyn Arsenault (directeur des approvisionnements, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Christian Goulet, Marie-Josée Hudon, Christian Vien, Yanick Martel, Olivier Zaida. SERVICE À LA CLIENTÈLE Johanne Brien (responsable), Hélène Gervais, Evelyn Labonté (responsable de la promotion des abonnements), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-d'Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Ladleur, Danielle Nantel (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR ACTUALITÉS

CLINTON

SUITE DE LA PAGE 1

des garanties pour le retour libre, dans la sécurité et rapidement des réfugiés», protégés par «une force terrestre internationale».

Au Pentagone, le porte-parole du département de la Défense Kenneth Bacon a déclaré que l'armée américaine disposait pour la première fois d'images satellites indiquant que des «atrocités» ont été perpétrées par les forces serbes contre la population albano-phonie du Kosovo.

Le mauvais temps avait jusqu'à présent empêché les satellites de prendre des photos nettes, selon M. Bacon. Les images montrent «des véhicules blindés de transports de troupes, et des blindés qui apparaissent rassembler des groupes de gens sur une petite superficie. Il n'y a aucun doute que des atrocités se sont déroulées», a-t-il dit.

Aux frontières du Kosovo, les réfugiés continuaient à affluer par milliers, apportant de nouveaux récits d'atrocités commises par les forces serbes pour forcer femmes, enfants et vieillards à partir, tandis que des hommes étaient, selon certains récits, exécutés ou utilisés en boucliers humains par les forces serbes combattant l'UCK (indépendantistes kosovars). Les structures d'aide étaient «pleinement opérationnelles» hier dans les principaux lieux d'accueil, selon des responsables qui soulignent toutefois que cet équilibre reste à la merci d'un nouvel arrièvement massif de réfugiés.

Le HCR dénombrait dimanche matin 226 000 réfugiés en Albanie, 120 000 en Macédoine, 36 000 au Monténégro et 5000 en Turquie, soit près de 390 000 personnes au total. L'OTAN parle d'un total de 360 000 réfugiés. Des ponts aériens se sont mis en place pour acheminer vers l'Albanie et la Macédoine, puis vers les zones frontalières, des centaines de tonnes d'aide alimentaire et de matériel. Un total de 31 vols humanitaires était prévu hier, selon l'OTAN.

Plusieurs instances internationales se sont réunies hier au siège de l'Alliance atlantique à Bruxelles afin de coordonner l'aide humanitaire: l'OTAN, l'Union européenne, l'OSCE, le haut-commissariat aux Réfugiés de l'ONU, l'Union de l'Europe occidentale et le Conseil de l'Europe, dans une rencontre sans précédent. La situation est, est vrai, elle aussi sans précédent. Selon le HCR, Pristina «est vraiment vide maintenant, et les Serbes vivent désormais Kosovska Mitrovica», une ville du nord du Kosovo. Au rythme où partent les Kosovars depuis le début des frappes le 24 mars, avant trois semaines le Kosovo sera vidé de ses deux millions d'habitants d'origine albanaise, craint-on à l'OTAN.

Pour arrêter cette campagne, l'Alliance poursuit donc ses frappes. Au 13^e jour de l'opération «Force alliée», le ciel dégage sur le Kosovo à permis, selon l'Alliance atlantique, une intensification des bombardements. Cette fois, tous les avions impliqués — ont Mirage, Jaguar et Super-Etendard français — ont pu lâcher leurs bombes sur Belgrade et l'ensemble du territoire yougoslave.

Et pour la troisième journée consécutive, plusieurs cibles ont été visées à Belgrade. Trois puissantes détonations ont été entendues tôt hier à Zemun, un quartier du nord-ouest de la capitale. Selon la radio gouvernementale Studio B, un centre de commandement de l'armée de l'air yougoslave était notamment visé. Les autorités yougoslaves continuent, elles, leur offensive médiatique. À la télévision serbe, le président Slobodan Milosevic rencontrait ses conseillers et appelait à la rapide reconstruction des installations endommagées ou détruites par l'OTAN. Sans oublier de décerner des médailles à plusieurs généraux yougoslaves récompensés pour leur bravoure dans la lutte contre «l'agresseur».

Par ailleurs, selon l'agence indépendante Beta, Ibrahim Rugova a reçu hier matin à son domicile de Pristina l'ambassadeur russe à Belgrade Youri Kotov. La télévision serbe a montré des images de cette rencontre. Par la suite, l'agence serbe Tanjug a rapporté que M. Rugova avait également rencontré le vice-premier ministre yougoslave Nikola Sainovic.

Les deux hommes se seraient déclarés prêts à œuvrer en faveur d'un processus politique pour régler le conflit ainsi que du retour chez eux des réfugiés, précise Tanjug en ajoutant que cette rencontre faisait suite à l'entrevue entre le dirigeant kosovar et M. Milosevic le 1^{er} avril. La veille, l'OTAN avait affirmé que les images télévisées de cette prétendue rencontre sortaient des archives et qu'Ibrahim Rugova était retenu prisonnier par les forces serbes à Pristina.



S.V.P. Assurez-vous de recycler ce papier journal.

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier électronique redaction@ledevoir.com
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

RÉFUGIÉS

SUITE DE LA PAGE 1

Le ministre Eggleton a aussi précisé que les réfugiés devraient rester dans les bases militaires pendant une courte période, et que l'idée n'était en rien de les retenir contre leur gré. Une porte-parole du Conseil canadien pour les réfugiés, Sharry Aiken, n'en montait pas moins déjà au front, hier, estimant que la situation pourrait soulever divers problèmes quant aux droits des réfugiés, notamment en matière d'éducation et de travail.

«Nous serions très préoccupés si on créait un précédent en plaçant des réfugiés dans des camps militaires, et en leur imposant de sérieuses limites quant à la mobilité ou à l'exercice d'autres droits», a noté Mme Aiken.

Ecole? Travail? Le Canada est loin d'en être à ses débuts. Ottawa envoie plutôt aujourd'hui dans les Balkans Raphaël Girard, ambassadeur du Canada en Yougoslavie et en ex-République yougoslave de Macédoine (FRYOM) pour déterminer la manière la plus efficace d'assurer le transport des réfugiés au Canada, et de prendre en compte les dispositions qui s'imposent.

La plupart des réfugiés reçus au pays devraient pouvoir s'installer dans les appartements des bases militaires à leur arrivée, mais il n'est pas impossible, a encore précisé M. Eggleton, que certains d'entre eux doivent passer quelques jours sous une tente, le temps que toute l'infrastructure d'accueil soit mise en place.

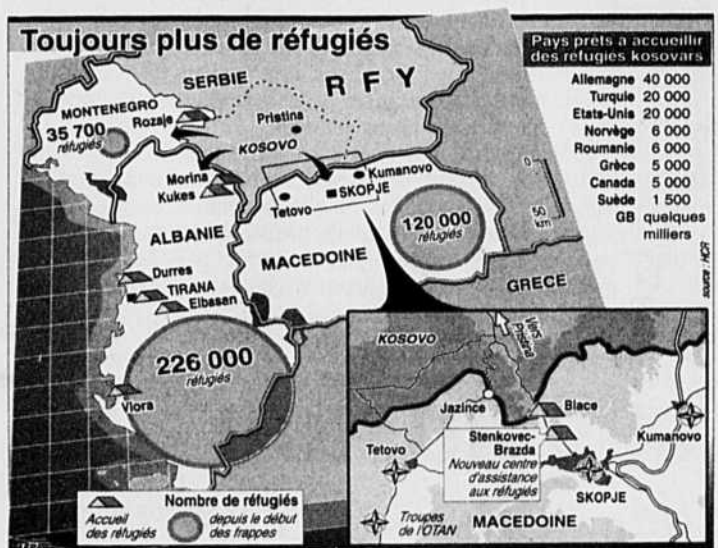
De son côté, le ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy n'a pas mâché ses mots. «Slobodan Milosevic est responsable de cet exode forcé. Ses actions brutales ne sont pas sans nous rappeler des répressions semblables infligées à des populations entières au cours de notre siècle.»

Le Canada avait par ailleurs déjà annoncé il y a quelques jours un programme d'aide de 10 millions de dollars, qui sera administré par l'Agence canadienne de développement international.

200 000 \$ de dons

Au Québec, la Croix-Rouge, un peu prise de court par l'ampleur du drame au départ, reçoit depuis vendredi les dons du grand public. «Depuis le début du congé pascal, explique le directeur général de la section québécoise de la Croix-Rouge, Conrad Sauvé, nous avons reçu 140 000 \$ en argent «confirmé» par carte de crédit. Si on ajoute à cela les chèques qui nous sont promis, nous avons probablement reçu 200 000 \$.»

La déléguée à l'information de la Croix-Rouge, France Hurtubise, craignait le pire pour les déportés confinés dans les camps de fortune. Ayant elle-même œuvré en Serbie, à Sarajevo, de même qu'en Albanie et au Kosovo de 1995 à 1997, elle sait très bien que l'Albanie n'a pas les moyens de sa générosité envers ses frères du Kosovo.



«L'Albanie est le pays le plus pauvre d'Europe», rappelle-t-elle. Le nord de l'Albanie, là où défile chaque jour un grand flot de réfugiés, est particulièrement aride. Pourquoi ne transporte-t-on donc pas les gens vers Tirana, loin des montagnes et dans cette région un peu moins défavorisée, se demande-t-on? Il faut comprendre que la route qui relie Kukës, au nord, à Tirana, la capitale, est en train de s'effondrer. En plus, les gens sont épuisés. Il faut d'abord leur donner de la nourriture fraîche. La priorité absolue doit être de remettre les gens sur pied, de leur donner de la nourriture, de mettre en place des installations sanitaires convenables.»

Parce que la grande peur des observateurs, comme celle de France Hurtubise, qui était à Goma, en juillet 1994 quand des milliers de réfugiés rwandais se sont réfugiés au Zaïre, c'est que la maladie ne vienne encore noircir le tableau. «Il y a quelques jours, il pleuvait et il faisait 2 °C dans la région où se trouvent les camps, et des personnes âgées et des enfants sont morts d'hypothermie. Maintenant, le soleil est apparu, et les épidémies sont à craindre.»

La diarrhée et la varicelle ont déjà commencé à faire des ravages dans les camps du nord de l'Albanie, a d'ailleurs fait savoir Macarena Aguilar, de la Fédération internationale de la Croix-Rouge. Les organismes humanitaires commencent à parler de campagne de vaccination, pour éviter tout cas de choléra. Sur le terrain, la nourriture, des couvertures et des trousseaux médicaux et sanitaires commencent à arriver enfin à destination.

Peu importe la durée des frappes aériennes de l'OTAN, la Croix-Rouge internationale se prépare, elle, à une crise de réfugiés d'au moins six mois.

Après avoir été obligé d'évacuer le Kosovo le 22 mars, le personnel de l'organisme Care s'est redéployé en Macédoine, en Albanie, en Serbie et en Macédoine et ses coopérateurs sur place s'attendent aussi à une longue, très longue crise de réfugiés. Non, l'action humanitaire sur le terrain ne cessera pas en même temps que les bombardements, et elle se poursuivra bien au-delà des dernières images que diffusent CNN et les autres équipes de télévision. «On s'attend à une situation d'urgence... à long terme», avertit Rita Stone-Smith, porte-parole de Care, à Atlanta.

En plus de dons par téléphone, Care reçoit aussi les dons par l'entremise de son site Web (www.care.org). Les fondations Pew et de Bill Gates ont aussi donné à elles deux 850 000 \$.

Pour ceux qui voudraient faire leur don par la bonne vieille méthode tout simple du téléphone, voici quelques numéros:

Croix-Rouge: 1-800-418-1111
Centre canadien d'étude et de coopération internationale: 1-888-655-0055
Oxfam: 1-877-693-2672.

Avec la Presse canadienne.



TERRE-NEUVE

SUITE DE LA PAGE 1

légué à la quasi-clandestinité le sentiment nationaliste sur l'île.

Et pour cause. Aujourd'hui, environ 40 % des revenus provinciaux proviennent des coffres du gouvernement fédéral, mais le demi-million de Terre-Neuviens, ceux qui plantent obstinément leurs pieds sur le «Rocher» (600 000 personnes ont émigré de l'île depuis 1949), pensent encore et toujours pouvoir améliorer leur sort. Le premier ministre Brian Tobin, par exemple, souligne à qui veut l'entendre que le chômage a chuté de 21 à 15 % au cours des trois dernières années, que l'économie terre-neuvienne, auparavant basée essentiellement sur la pêche, se diversifie peu à peu, investissant des secteurs tel que les nouvelles technologies de l'information et le tourisme.

«Des pêcheurs se recyclent en guides touristiques qui amènent des visiteurs en kayak de mer voir les icebergs au mois de juin», aime-t-il dire.

En fait, ce ne sont pas des marques temporelles, tel le 50^e anniversaire de l'adhésion au Canada, sur lesquelles prend prise la nouvelle identité terre-neuvienne. Entre la fierté et le désespoir, émerge tranquillement du «Rocher» atlantique un sentiment d'appartenance à un lieu, à un espace. En plein essor, la culture terre-neuvienne — chansons populaires, théâtre, télévision, arts visuels, poésie, cinéma — dit la réelle prise de possession d'un territoire par ses habitants qui n'ont plus rien à voir avec une certaine vision folklorique d'Irlandais d'Amérique du Nord.

«Née dans les années 70, la révolution culturelle a trouvé sa voie hors du canadianisme ou de l'américanisme, tirant notamment une fierté du «parler», du dialecte terre-neuvien, plutôt que d'en avoir honte. Nous avons retrouvé notre âme», pense l'historien John Greene.

Si le référendum de 1949 a donné un oui au Canada à 52 %, un vote similaire tenu récemment par la Société d'histoire de Terre-Neuve auprès d'une centaine de personnes — historiens, enseignants et citoyens — s'est conclu par un résultat de 80 % en faveur de l'indépendance. Le déchirant référendum de 1949 a laissé des traces profondes. Dans les sillons de la mémoire collective terre-neuvienne, on retrouve un Etat qui a déjà eu sa propre monnaie, ses propres timbres, bien avant que Jacques Parizeau n'en fasse le rêve pour le Québec. Un fort sentiment nationaliste existe donc toujours chez les insulaires, selon l'historien.

«Ce sentiment est toutefois nourri par un certain désespoir, reconnaît-il. La situation économique est difficile: la pauvreté, la faillite de l'industrie de la pêche, les banques alimentaires, la solitude des habitants des régions rurales...»

Mais au-delà de la théâtralité de la pauvreté que l'on voit trop souvent à la télévision, une révolution tranquille serait en train de prendre racine sur cette terre infertile. L'appartenance terre-neuvienne est en train de se définir envers et contre tous, authentique, distincte. Les parallèles avec le Québec pullulent. L'amitié entre les premiers ministres Bouchard et Tobin n'aurait rien de convenue selon les Terre-Neuviens. «Le Québec est notre allié le plus naturel», explique le chroniqueur du *Sunday Express*, Cabot Martin. Dans les années 70 et 80, on regardait du côté du Québec et de l'Alberta. Quand la situation s'est radicalisée au Québec, envers Ottawa, nous nous sommes retrouvés un peu seuls à nouveau. Mais plusieurs pensent que des alliances doivent refaites avec le Québec.»

Dans une entrevue cette semaine à la télévision, Brian Tobin reconnaissait la dépendance qu'entretient l'île envers le gouvernement fédéral, mais il préfère y opposer le concept d'interdépendance. Il souligne que tous les gouvernements sont de plus en plus interdépendants les uns des autres au Canada et même en Amérique. «La prospérité québécoise et la prospérité terre-neuvienne dépendent de partenariats, de collaborations et de notre capacité de créer des emplois pour nos populations. L'idée qu'un de nous deux puisse s'isoler et vivre à part des autres est fautive.»

Le premier ministre terre-neuvien a toutefois rejeté du revers de la main l'interprétation souverainiste que fait Lucien Bouchard du ré-

férendum de 1949. «Il y a une différence entre chercher un appui populaire pour négocier avec un partenaire et faire partie d'un pays et le fait de vouloir le quitter.»

Cependant, la deuxième phase du chantier hydroélectrique de Churchill Falls, pensent les observateurs, devrait couronner la nouvelle alliance Québec-Terre-Neuve. «Churchill Falls, lance M. Martin, ce sera beaucoup mieux pour Terre-Neuve que de tout jouer sur le billet de la loterie des provinces atlantiques. À qui le gros lot?»

Les pertes financières de Terre-Neuve au cours de la première phase sont plus l'échec de la confédération que celle des relations entre les deux provinces, a-t-on conclu sur le «Rocher». On montre notamment du doigt Joey Smallwood, le premier ministre qui a fait entrer Terre-Neuve dans la Confédération mais qui disait aussi que ces concitoyens étaient trop peu nombreux et trop pauvres pour former une véritable nation.

L'heure est donc à la recherche de nouvelles voies, de nouveaux regroupements, dont celui des forces décentralisatrices, où le Québec aurait un rôle primordial à jouer s'il le veut bien. «Nous n'avons pas passé beaucoup de temps à construire une troisième alternative, souligne Cabot Martin, entre le nationalisme et le fédéralisme centralisateur. Il faut reconstruire, alors qu'on se contente trop souvent, à Terre-Neuve, de tout juste retirer ce qu'on peut de la situation actuelle. Cette attitude, c'est comme patiner la tête baissée. Les Terre-Neuviens ignorent leur propre histoire. Il y a une tendance naturelle ici à peindre en couleurs sombres ce qui existait avant 1949 et en couleurs claires ce qui vient après.»

Certains insulaires refusent toutefois de jouer à l'autruche avec les résultats du référendum de 1949. Plusieurs recherches tendent à montrer que les chiffres auraient pu être falsifiés. Les autorités s'y sont reprises à deux fois pour faire triompher le «oui au Canada». Lors du deuxième scrutin, la réponse possible était triple: un gouvernement responsable comme en 1933 (référence insidieuse à la crise), la Confédération canadienne ou une commission britannique.

En fait, pense John Greene, les résultats référendaires posent la question du genre de démocratie dans laquelle on veut vivre, de quel genre de consensus on a besoin pour gouverner, diriger, prendre des décisions importantes qui affectent l'avenir des communautés. Le réalisateur du film *Secret Nation*, portant sur les événements entourant le référendum de 1949, Michael Jones, a déjà déclaré qu'il faudrait «tenir un nouveau vote pour voir le réel sentiment d'appartenance des gens au Canada.»

Dans tout ça, le modèle québécois intéresse toujours Terre-Neuve. Cabot Martin trouve fascinante la stratégie internationale du Québec en ce moment. L'approche juridictionnelle peut faire avancer la souveraineté mine de rien. Et c'est une tendance irréversible, selon lui. «Pendant ce temps, nous ne sommes que des spectateurs à Terre-Neuve. Le gouvernement fédéral a le beau jeu, avec un Jean Chrétien qui sent le sang et qui connaît les faiblesses des éléments décentralisateurs. La question est de savoir si M. Bouchard pourra obtenir 95 % des pouvoirs réclamés par le Québec sans avoir à abandonner le drapeau canadien.»

Terre-Neuve n'en est pas là, mais la longue marche de la «nation secrète» a pris des détours autrement étonnants depuis que les Irlandais ont débarqué sur l'île il y a quelques centaines d'années. L'historien John Greene note d'autres similitudes étonnantes entre le Québec et Terre-Neuve. «Les deux colonies, provinces, ont longtemps eu une culture religieuse pratiquement unique. Nous partageons également une fertilité, la chaleur de nos habitants et une attitude féroce ment libre-échangiste.»

À l'heure de la mondialisation, au moment où le gouvernement québécois ne cesse de répéter que les affaires se font de plus en plus avec les autres pays qu'avec ses voisins canadiens, il est intéressant de se rappeler qu'avant leur entrée dans la Confédération, les Terre-Neuviens écoulaient effectivement leur poisson aux États-Unis et en Europe bien davantage qu'au Canada.



ARCHIVES LE DEVOIR

DAVID

SUITE DE LA PAGE 1

Né le jour de Noël de 1919 à Montréal de parents aisés Paul David avait obtenu son diplôme de médecine de l'Université de Montréal en 1944. Il était ensuite allé étudier la cardiologie à Boston et à Paris, pour revenir travailler à l'hôpital Notre-Dame.

C'est en 1954 qu'il crée l'Institut de cardiologie de Montréal (ICM). Le modèle qu'il proposait, c'est-à-dire de regrouper sous un même toit les différents services en cardiologie, était très innovateur à l'époque et il a été repris partout dans le monde. Comme l'expliquait hier l'actuel directeur de l'ICM, Raymond Carignan, le Dr David était un visionnaire puisqu'il avait deviné les possibilités de développement en cardiologie, à un époque où il n'y avait pas grand-chose à faire pour les victimes de crises cardiaques.

En 1954 le Dr David s'était associé aux Sœurs Grises, qui mettaient alors sur pied un nouvel hôpital, l'hôpital Maisonneuve, pour proposer de regrouper les services de cardiologie dans un service autonome.

Le Dr David a eu à défendre farouchement son bébé, rappelait hier le Dr Bourassa, puisque les autres médecins du nouvel hôpital (devenu aujourd'hui l'hôpital Maisonneuve-Rosemont) voulaient plutôt intégrer ce nouveau service dans l'hôpital. L'ICM a donc d'abord occupé deux étages de l'hôpital Maisonneuve, avec 42 lits et en janvier 1966 l'ICM s'installait dans ses locaux actuels rue Bélanger dans l'est de Montréal. En 1995 on achevait l'ensemble par la création d'une nouvelle aile pour le Centre de recherche.

Le Dr David a longtemps porté le double chapeau de directeur général et de directeur médical de l'ICM; dans les années 70 il a abandonné les tâches administratives. Il a pris sa retraite en 1984 mais est demeuré très respecté dans le monde médical.

Le gouvernement Mulroney le nommait alors en 1985 sénateur sous bannière conservatrice. L'ex-premier ministre Brian Mulroney déclarait hier sur les ondes de RDI qu'à l'époque il était allé chercher Paul David pour son intégrité, son dévouement, et sa grande contribution à la santé au Québec. Il avait pris sa retraite du Sénat en 1994.

Le Dr David n'hésitait pas à plonger dans les débats sociaux. En mai 1989, dans un discours au Sénat canadien il se livrait à une critique du système de santé au pays, suggérant d'améliorer les salaires et les conditions de travail du personnel infirmier dans les hôpitaux et fustigeant l'allongement des listes d'attente pour la chirurgie élective qu'il «compromet la santé d'innombrables malades».

En 1984 *Le Devoir* reprenait dans ses pages une de ses conférences publiques où il critiquait la bureaucratie du système de santé ainsi que la rémunération à l'acte, tout en remettant en question la gratuité totale du système de santé. Le Dr Paul David avait également reçu tout au long de sa vie une impressionnante série de prix et de récompenses, dont des doctorats honorifiques de l'Université de Lyon et de l'Université d'Ottawa. Il avait été nommé Compagnon de l'Ordre du Canada, Grand Officier de l'Ordre National du Québec, Grand Montréalais, et ainsi de suite. Il avait également fondé et présidé les fondations canadienne et québécoise des maladies du cœur.

L'Institut de cardiologie de Montréal reçoit aujourd'hui 8000 patients en hospitalisation chaque année. L'urgence reçoit plus de 11 500 personnes annuellement et on mène 34 000 consultations en clinique externe. La moitié de la clientèle vient de l'extérieur de la métropole et 1300 employés travaillent à l'ICM.

Le Dr Paul David avait été marié à Nellie Maillard et celle-ci est décédée en 1969. Il s'était remarié avec le Dr Yvette Lemire, qu'il laisse dans le deuil ainsi que six enfants et sept petits-enfants.

Ses propres enfants font également leur marque et au moins quatre d'entre eux sont connus sur la scène publique: en plus de ses filles Anne-Marie et Hélène, le Dr David est le père de Françoise David, présidente de la Fédération des femmes du Québec, de Pierre David, producteur connu dans le domaine du cinéma qui œuvre maintenant à Hollywood, de Charles-Philippe David, professeur à l'UQAM qui hier matin encore analysait le conflit au Kosovo sur les ondes de Radio-Canada, et de Thérèse David, vice-présidente aux communications de Télévision Quatre Saisons.

Le Dr David sera exposé aujourd'hui et demain au Salon funéraire Urgel Bourgie, 1255, rue Beaumont à Montréal, et ses obsèques auront lieu jeudi à 11h à l'église Saint-Viateur d'Outremont.